

Art. 20. Quant aux agréments en cours ayant une durée d'agrément limitée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, les dispositions de l'article 14, § 1^{er}, s'appliquent.

Pour les agréments en cours n'ayant pas de durée limitée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté une prorogation de l'agrément limitée à 5 ans, telle que prévue dans l'article 14, § 1^{er}, sera décidée avant le 31 décembre 1999.

Art. 21. La structure agréée est tenue de soumettre chaque année un rapport d'activité à l'organisme «Kind en Gezin». Ce rapport est rédigé conformément aux directives de l'organisme "Kind en Gezin".

Art. 22. Toutes les pièces justificatives doivent être conservées sur place pendant 10 ans au moins, excepté les dossiers des enfants placés et des familles d'accueil, qui doivent être conservés trois ans après la fin de la participation ou de l'accueil.

Art. 23. L'arrêté ministériel du 16 septembre 1994 fixant la procédure d'octroi, de prorogation, de refus ou de révocation d'un accord de principe et d'un agrément d'une structure d'accueil de jour des enfants, modifié par les arrêtés des 30 mai 1995 et 15 avril 1997, est abrogé.

Bruxelles, le 18 juin 1998.

L. MARTENS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 2156

[S - C - 98/29332]

30 JUIN 1998. — Décret visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I. — Des dispositions relatives à l'enseignement fondamental et secondaire

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application, objet et définitions*

Article 1^{er}. Le présent titre s'applique aux établissements qui organisent l'enseignement visé à l'article 1^{er} du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Art. 2. Le titre a pour objet :

1° de distinguer certains établissements, ou implantations d'enseignement ordinaire fondamental et secondaire, organisés ou subventionnés par la Communauté française, ci-après dénommés établissements, ou implantations bénéficiaires de discriminations positives, sur la base de critères définis ci-dessous et :

a) de promouvoir dans ces établissements ou implantations des actions pédagogiques destinées à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, conformément à l'article 6, 4° du même décret;

b) à cet effet, de leur attribuer des moyens supplémentaires;

c) d'assurer la coordination des moyens susvisés avec toute autre aide apportée à ces établissements ou implantations par la Région de Bruxelles-Capitale, la Région wallonne, l'Etat fédéral, l'Union européenne et tout organisme d'intérêt public;

2° pour tous les établissements ou implantations visés à l'article 1^{er} :

a) de favoriser la prévention du décrochage scolaire et de l'absentéisme;

b) de favoriser la prévention de la violence, avec une attention particulière aux établissements d'enseignement visés au 1°;

c) d'organiser la scolarité des mineurs séjournant illégalement sur le territoire pour autant qu'ils accompagnent leurs parents ou la personne investie de l'autorité parentale.

Art. 3. Dans le cadre du présent titre, on entend par :

1° discrimination positive : distinction opérée au bénéfice d'établissements ou implantations d'enseignement ordinaire fondamental et secondaire, organisés ou subventionnés par la Communauté française, sur la base de critères sociaux, économiques, culturels et pédagogiques;

2° absentéisme : comportement d'un élève qui, bien que régulièrement inscrit, s'absente fréquemment des cours sans motif valable;

3° décrochage scolaire :

a) situation d'un élève soumis à l'obligation scolaire qui n'est inscrit dans aucun établissement et qui n'est pas instruit à domicile;

b) situation d'un élève soumis à l'obligation scolaire, inscrit dans un établissement mais qui s'en est absenté si fréquemment sans motif valable qu'il compte plus de 20 demi-jours d'absence injustifiée;

4° établissement scolaire : tout établissement qui organise l'enseignement visé par l'article 1^{er};

5° école : établissement qui organise de l'enseignement fondamental, maternel ou primaire;

6° implantation : partie d'un établissement scolaire située dans un lieu non contigu à celui où est installé le bâtiment qui abrite le siège de cet établissement;

(Les notes concernant ce texte se trouvent p. 27119.)

7° Conseil général de l'enseignement fondamental : le Conseil général de l'enseignement fondamental créé par l'article 21 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental;

8° Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire : le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire créé par l'article 1^{er}, du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire;

9° zone : la zone telle qu'elle est : définie à l'article 13 du décret du 14 mars 1995 précité;

10° entité : l'entité de proximité telle qu'elle est définie à l'article 10 du même décret;

11° comité de coordination : chaque comité de coordination tel qu'il est défini à l'article 17 du même décret;

12° organe de représentation et de coordination : tout organe de représentation et de coordination reconnu conformément à l'article 74 du décret du 24 juillet 1997 précité.

CHAPITRE II. — *Des discriminations positives*

Art. 4. § 1^{er}. Sont considérés comme établissements, écoles ou implantations bénéficiaires de discriminations positives ceux qui accueillent une proportion, que le Gouvernement détermine conformément au § 3, d'une part pour l'enseignement fondamental, d'autre part pour l'enseignement secondaire, d'élèves résidant dans un quartier présentant, dans des relevés objectifs :

a) des niveaux de vie inférieurs aux moyennes nationales en matière de typologie socio-économique, prenant en compte l'habitat, les ressources des ménages exprimées par personne appartenant au ménage et les diplômés;

b) une proportion supérieure du nombre de chômeurs par rapport à la population globale;

c) une proportion supérieure de familles bénéficiant du minimex ou de l'aide sociale.

Les niveaux et proportions visés à l'alinéa 1^{er} sont appelés niveaux socio-économiques.

§ 2. Les relevés objectifs sont établis sur la base d'enquêtes scientifiques interuniversitaires. L'enquête relative à la typologie socio-économique prend également en compte, pour autant que cet indice corrobore le résultat de l'application des critères socio-économiques, le fait que ces quartiers accueillent une population étrangère ou d'origine étrangère devenue majoritaire.

§ 3. Les résultats de l'enquête sont transmis :

1° au Conseil général de l'enseignement fondamental;

2° au Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire;

3° au Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale créé par le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

4° à la Commission des discriminations positives créée à l'article 6.

La Commission des discriminations positives et chacun des Conseils généraux ou supérieur transmet, dans les trois mois, au Gouvernement :

1° une proposition relative aux niveaux socio-économiques à prendre en considération pour déterminer les quartiers reconnus comme fondant une discrimination positive;

2° une proposition de définition de la proportion visée au § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement arrête le niveau socio-économique à prendre en considération et les proportions visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

§ 4. Pour chaque établissement susceptible d'être classé en discrimination positive, est constaté le nombre d'élèves en retard scolaire d'un an, de deux ans et de trois ans et plus. Le constat distingue les retards dus à des échecs enregistrés au sein même de l'établissement, appelés retards internes et ceux qui ont été enregistrés dans d'autres établissements, appelés retards externes.

Sur proposition du Conseil général de l'enseignement fondamental et du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, le Gouvernement arrête le pourcentage de retards externes, par niveau d'enseignement, qui constitue une situation aggravante.

§ 5. La Commission des discriminations positives établit la liste des écoles, établissements ou implantations susceptibles d'être classés en discrimination positive par application des critères repris au § 1^{er} et la transmet à chacun des Conseils généraux visés au § 3, alinéa 1^{er}.

§ 6. Chaque Conseil général établit une liste des écoles, établissements ou implantations bénéficiaires de discriminations positives, qu'il propose au Gouvernement.

En fonction de caractéristiques internes à l'établissement ou à l'implantation, il peut soit ajouter soit retirer de la liste visée au § 5 des écoles, établissements ou implantations. Ces retraits et ces ajouts font l'objet d'une motivation précise. En outre, il distingue le cas échéant des écoles, établissements et implantations très prioritaires, cette distinction est motivée.

Les caractéristiques internes à l'établissement ou à l'implantation visées à l'alinéa 2 portent notamment :

1° sur le pourcentage de retard externe, comparé à celui que fixe le Gouvernement, en application du § 3;

2° dans l'enseignement fondamental, sur le taux d'encadrement;

3° dans l'enseignement secondaire, sur la proportion d'élèves inscrits dans l'enseignement professionnel.

§ 7. Le Gouvernement reçoit les propositions et établit les listes d'établissements, écoles et implantations bénéficiaires de discriminations positives. Le cas échéant, il y distingue des établissements, écoles et implantations très prioritaires.

§ 8. Les listes des établissements, écoles et implantations bénéficiaires de discriminations positives peuvent être revues chaque année. Elles sont revues d'office, après enquête scientifique interuniversitaire, tous les 4 ans.

Art. 5. Les moyens supplémentaires affectés aux discriminations positives consistent en : 1° moyens humains sous forme :

- a) de capital-périodes ou périodes-professeur supplémentaires permettant d'engager ou de désigner :
 - dans l'enseignement fondamental, des instituteurs, notamment pour réduire la taille des groupes-classes, créer des classes d'adaptation ou mettre en œuvre une pédagogie différenciée;
 - dans l'enseignement secondaire, des enseignants, notamment pour réduire la taille des groupes d'élèves, mettre en œuvre une pédagogie différenciée ou organiser des classes d'adaptation pour les élèves ne parlant pas le français, ainsi que du personnel auxiliaire d'éducation ou un proviseur ou sous-directeur;
 - dans les centres psycho-médico-sociaux, des assistants sociaux temporaires ou des infirmiers sociaux temporaires;
 - b) de réduction des normes en matière de personnel auxiliaire d'éducation;
 - c) d'agents contractuels subventionnés en collaboration avec les Régions, notamment :
 - de puéricultrices;
 - d'enseignants, de manière à réduire la taille des groupes-classes ou à organiser des classes d'adaptation;
 - d'éducateurs;
 - d'assistants sociaux;
 - d) l'organisation de formations spécifiques en cours de carrière pour les enseignants et leur remplacement éventuel, dans le cadre des moyens disponibles;
 - e) des actions en commun, notamment dans la mise en œuvre des articles 6 et 8, 9° et 10°, du décret du 24 juillet 1997 précité, avec les services du secteur de l'Aide à la jeunesse fixés à l'article 1^{er} du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la jeunesse, et plus spécifiquement les services d'aide en milieu ouvert agréés en application de l'arrêté du 24 avril 1995 relatif à l'agrément des services d'aide en milieu ouvert;
 - f) d'agents contractuels dans le cadre d'un programme de transition professionnelle, en collaboration avec les Régions :
 - pour des travaux de réhabilitation légère, tels des travaux de peinture, de menuiserie, d'aménagement de locaux ou des abords;
 - pour une assistance au personnel auxiliaire d'éducation ou au personnel enseignant;
- 2° moyens matériels visant à assurer :
- a) la création d'espaces de rencontres, de médiathèques, de bibliothèques, de centres de documentation et de ressources, y compris notamment l'achat de livres, de journaux, de revues, de CD-ROM, cassettes audio-visuelles, le cas échéant de manière concertée entre plusieurs écoles voisines, même de réseaux différents;
 - b) l'aménagement des locaux, notamment les infrastructures et équipements protégeant des intrusions, les travaux de peinture, l'élimination des graffitis;
 - c) des contrats de services avec des organismes culturels, sportifs, éducatifs;
 - d) l'organisation d'activités sportives et de découvertes culturelles au sens large;
 - e) la prise en compte de conditions de travail particulièrement pénibles dans les établissements ou implantations secondaires bénéficiaires de discriminations positives reconnus comme très prioritaires.

Art. 6. § 1^{er}. Il est créé une Commission des discriminations positives comprenant :

- le directeur général de l'enseignement obligatoire, ou son délégué, qui préside la Commission;
- cinq représentants du Conseil général de l'enseignement fondamental créé par le décret du 14 mars 1995 précité;
- quatre représentants du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire créé par le décret du 27 octobre 1994 précité;
- un représentant du Gouvernement;
- trois représentants des organisations syndicales membres du Conseil général de l'enseignement fondamental ou du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire;
- trois représentants des centres psycho-médico-sociaux;
- un représentant, avec voix consultative, de tout intervenant visé à l'article 2, 1°, c, sur décision du Gouvernement;
- le président du Conseil communautaire de l'Aide à la jeunesse ou son délégué, créé par l'article 26 du décret du 4 mars 1991 précité, avec voix consultative.

Chaque représentant d'une organisation syndicale peut être remplacé par un suppléant membre du Conseil général de l'enseignement fondamental ou du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire. Celui-ci ne siège qu'en l'absence de l'effectif.

Lorsqu'elle traite de questions relatives à la prévention de la violence ou du décrochage scolaire, la Commission comprend aussi, avec voix consultative, les coordonnateurs de la médiation scolaire visés à l'article 34.

La Commission recourt, chaque fois qu'elle l'estime nécessaire, à l'avis d'experts en matière de discrimination positive, avec voix consultative.

La Commission prend ses décisions à la majorité des deux tiers des membres présents. Le Gouvernement arrête les autres modalités de fonctionnement de la Commission.

La Commission a pour mission :

- 1° de remettre, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, des avis sur la mise en œuvre de la politique de discrimination positive;
- 2° de coordonner les projets de discrimination positive qui impliquent d'autres intervenants que la Communauté française ou qui associent plusieurs Pouvoirs organisateurs;

3° de faciliter la mise en œuvre de toute aide octroyée par des institutions et organismes visés à l'article 2, 1°, c, en faveur des établissements, écoles et implantations visés à l'article 4;

4° de superviser le service de médiation visé à l'article 34;

5° d'évaluer annuellement la qualité de l'accueil des enfants dans les différents établissements, écoles et implantations bénéficiaires de discriminations positives;

6° d'évaluer annuellement les résultats de la prévention de la violence dans les établissements et implantations secondaires bénéficiaires de discriminations positives et d'en faire rapport au Gouvernement;

7° d'évaluer annuellement les résultats de la prévention du décrochage scolaire dans les établissements, écoles et implantations fondamentales et secondaires bénéficiaires de discriminations positives et d'en faire rapport au Gouvernement;

La Commission bénéficie de l'aide de trois fonctionnaires de niveau 1 et de trois commis ou rédacteurs.

§ 2. Le Gouvernement fait évaluer tous les trois ans l'ensemble des actions de discrimination positive, notamment par le biais de recherches en éducation.

A la demande du Gouvernement, la Commission apporte son concours à ces travaux de recherche.

Le rapport d'évaluation est transmis au Parlement.

Art. 7. Dans l'enseignement fondamental, 360 millions de francs au moins sont affectés aux écoles et implantations bénéficiaires de discriminations positives. Ce montant est adapté annuellement, et pour la première fois en 1999, en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation défini par l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, dit « indice santé ».

Le Gouvernement peut affecter le montant visé à l'alinéa 1^{er} à des plans coordonnés avec les institutions et organismes visés à l'article 2, 1°, c), afin d'augmenter par les fonds investis par ceux-ci, les ressources humaines ou matérielles mises à la disposition des établissements, écoles ou implantations bénéficiaires de discriminations positives.

Le montant visé soit à l'alinéa 1^{er}, soit, le cas échéant, à l'alinéa 2, est affecté par le Gouvernement selon les modalités définies aux articles 8 et 9.

Art. 8. § 1^{er}. Du budget visé à l'article 7, un montant d'au moins 300 millions de francs est réparti en quatre allocations distinctes respectivement pour l'enseignement de la Communauté française, l'enseignement officiel subventionné, l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel, l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel. La part de chaque réseau est obtenue en multipliant le montant défini à l'alinéa 1^{er} par une fraction dont le numérateur est le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans les écoles ou implantations fondamentales bénéficiaires de discriminations positives de ce réseau le 1^{er} octobre et le dénominateur, le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans les écoles ou implantations fondamentales bénéficiaires de discriminations positives de tous les réseaux le 1^{er} octobre.

Chaque Comité de coordination visé à l'article 17 du décret du 14 mars 1995 précité établit un projet de répartition de 80 % des moyens disponibles aux écoles et implantations relevant de son réseau, sur la base :

— pour l'enseignement de la Communauté française, de l'ensemble des élèves fréquentant des écoles et implantations fondamentales bénéficiaires de discriminations positives dans la zone considérée;

— pour l'enseignement officiel subventionné, de l'ensemble des élèves fréquentant des écoles et implantations fondamentales bénéficiaires de discriminations positives dans la ville ou commune considérée;

— pour l'enseignement libre subventionné, de l'ensemble des élèves fréquentant des écoles et implantations fondamentales bénéficiaires de discriminations positives dans l'entité considérée.

Chaque Comité de coordination informe d'une part le Gouvernement, d'autre part les Pouvoirs organisateurs concernés des moyens déterminés sur la base de l'alinéa 2, au plus tard le 1^{er} décembre.

§ 2. Les Pouvoirs organisateurs, seuls ou par entité, pour l'enseignement subventionné, les directeurs d'écoles, par zone, pour l'enseignement de la Communauté française, après avoir pris l'avis du Conseil de participation visé à l'article 69 du décret du 24 juillet 1997 précité sur les priorités, soumettent pour avis des projets d'action de discrimination positive au Conseil de zone visé à l'article 14 du décret du 14 mars 1995 précité au plus tard le 1^{er} février.

Les projets portent sur les moyens déterminés au § 1^{er}, alinéa 2. Ils peuvent comprendre un projet complémentaire, nécessitant des moyens complémentaires, à prélever sur les 20 % restants.

Les projets peuvent couvrir un maximum de 3 années scolaires consécutives.

Les projets prévoient prioritairement des moyens humains, notamment ceux visés à l'article 5, 1°, a), premier tiret. Dans ce cas :

1° aucune nomination ni engagement à titre définitif ne peut être effectué dans les emplois ainsi créés; le capital-périodes complémentaire ainsi généré peut aussi, en tout ou en partie, être attribué à des membres du personnel enseignant nommés ou engagés à titre définitif;

2° les services prestés dans ce cadre sont en tout point assimilés aux services prestés dans le cadre organique;

3° l'accès à ces emplois est soumis aux mêmes dispositions statutaires que ceux du cadre organique;

4° l'emploi est financé par les moyens disponibles sur une base forfaitaire représentée par le coût annuel d'une charge complète d'instituteur titulaire de classe ayant une ancienneté de service de 11 années, allocations familiales exclues. L'emploi à temps partiel est financé de la même manière et sur la même base affectée de la fraction correspondant au temps presté;

5° le capital-périodes supplémentaire est utilisé après concertation avec les organisations syndicales représentatives.

La concertation avec les organisations syndicales représentatives se fait :

1° dans l'enseignement de la Communauté française, conformément aux dispositions de la loi de 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

2° dans l'enseignement officiel subventionné, conformément aux dispositions des articles 85 à 96 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiaire de l'enseignement officiel subventionné;

3° dans l'enseignement libre subventionné, conformément aux dispositions relatives aux conseils d'entreprise, ou, à défaut, au Comité pour la protection du travail, ou, à défaut, dans les instances de concertation locales, ou, à défaut, avec les délégations syndicales.

Les projets peuvent également prévoir :

1° la désignation ou l'engagement à titre temporaire pour une durée déterminée dans le Centre psycho-médico-social compétent pour les écoles et implantations bénéficiaires de discriminations positives visées d'un assistant social supplémentaire à temps plein ou à mi-temps avec mise à disposition pour ces écoles et implantations selon des modalités que le Gouvernement détermine; cet emploi est affecté aux moyens disponibles, à raison par charge complète du coût annuel, toutes charges comprises, d'un assistant social ou infirmier social supplémentaire ayant une ancienneté de service de 11 ans, sans prise en compte d'allocations familiales;

2° l'engagement de personnel non enseignant sous contrat de travail à durée déterminée;

3° des formations spécifiques en cours de carrière;

4° l'achat de matériel, l'installation et le fonctionnement de bibliothèques, de centres de documentation et de ressources, l'achat de livres, de journaux et de revues;

5° les droits de participation aux activités sportives et les droits d'entrée dans des musées, théâtres et autres activités d'intérêt culturel au sens large;

6° le remboursement de frais de déplacements résultant des activités visées au 5°, tant pour les personnels que pour les élèves;

7° l'engagement de personnel non enseignant sous contrat de travail dans le cadre d'un programme de transition professionnelle afin de réaliser des travaux de réhabilitation légère, tels des travaux de peinture, de menuiserie, d'aménagement de locaux ou des abords ou d'apporter une aide au personnel enseignant.

Les projets peuvent aussi prévoir des actions concertées entre établissements de réseaux distincts sur le territoire d'une même commune ou d'un ensemble de communes. Dans ce cas, ils sont soumis au Gouvernement, approuvés par ce dernier et mis en œuvre conformément à la procédure décrite à l'article 9. La même procédure est de règle lorsqu'un projet prévoit une action concertée entre une école ou implantation fondamentale bénéficiaires de discriminations positives et un établissement ou implantation secondaire bénéficiaires de discriminations positives.

§ 3. Un Pouvoir organisateur peut également solliciter, dans le cadre des projets visés au § 2 et des moyens attribués au § 1^{er}, alinéa 2, l'attribution d'une subvention de fonctionnement complémentaire, calculée proportionnellement au nombre d'élèves inscrits dans ses écoles ou implantations fondamentales bénéficiaires de discriminations positives le 1^{er} octobre précédent. Le montant ainsi attribué ne peut pas être supérieur à 500 francs par élève. Ce montant est adapté annuellement, et pour la première fois en 1999, en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation défini par l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, dit « indice santé ».

De manière analogue, un établissement de la Communauté française peut également solliciter, dans le cadre des projets visés au § 2 et des moyens attribués au § 1^{er}, alinéa 2, l'attribution d'une allocation de crédit de fonctionnement complémentaire, calculée proportionnellement au nombre d'élèves inscrits dans l'école ou les implantations fondamentales bénéficiaires de discriminations positives le 1^{er} octobre précédent. Le montant ainsi attribué ne peut pas être supérieur à 500 francs par élève. Ce montant est adapté annuellement, et pour la première fois en 1999, en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation défini par l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, dit « indice santé ».

§ 4. Les Conseils de zone transmettent les projets et leurs avis au Comité de coordination avant le 15 mars.

§ 5. Chaque Comité de coordination les examine et répartit les 20 % de moyens disponibles restants. Dès qu'il a approuvé les projets, et en tout cas avant le 1^{er} mai, le Comité de coordination transmet la proposition d'ensemble au Gouvernement en distinguant :

1° l'affectation en encadrement conformément au § 2, alinéa 3;

2° le soutien à des projets dans le cadre du § 2, alinéas 4 et 5;

3° les propositions éventuelles d'affectation de subvention ou d'allocation de crédit en application du § 3.

La proposition est également transmise, dans les mêmes délais, à la Commission des discriminations positives.

Si elle l'estime nécessaire, la Commission des discriminations positives adresse ses remarques au Gouvernement.

§ 6. Pour les moyens visés au § 2, alinéa 3, le Gouvernement :

1° s'il approuve le projet de répartition, les affecte, dans un arrêté unique par réseau;

2° s'il n'approuve pas le projet de répartition, invite le comité de coordination à le modifier. A défaut, le Gouvernement modifie la répartition.

Pour les autres moyens, le Gouvernement :

1° s'il approuve le projet de répartition, charge le directeur général de l'enseignement obligatoire de rédiger les arrêtés de subventions ou d'allocations de crédits;

2° s'il n'approuve pas le projet de répartition, invite le comité de coordination à le modifier. A défaut, le Gouvernement modifie la répartition.

Art. 9. § 1^{er}. La Commission des discriminations positives affecte le solde du budget visé à l'article 7, qui ne peut être inférieur à 60 millions de francs, à la réalisation de projets complémentaires, en faveur des écoles et implantations fondamentales bénéficiaires de discriminations positives visant à assurer, le cas échéant de manière concertée entre plusieurs écoles voisines, en ce compris de réseaux différents, le fonctionnement de bibliothèques et de centres de documentation et de ressources pendant et hors des heures et périodes d'ouverture des écoles ainsi que des activités d'intérêt culturel au sens large.

§ 2. Le budget est réparti dans le respect des proportions visées à l'article 8, § 1^{er}.

Les projets peuvent couvrir un maximum de 3 années scolaires consécutives.

Les projets qui bénéficient à des établissements ou écoles de réseaux différents sont imputés proportionnellement à chacun d'eux.

§ 3. Le chef d'établissement pour l'enseignement de la Communauté française, le pouvoir organisateur ou le groupe de pouvoirs organisateurs, pour l'enseignement subventionné, transmettent leurs projets à la Commission des discriminations positives avant le 15 mars. Celle-ci en adresse immédiatement copie pour information au Comité de coordination compétent.

§ 4. La Commission des discriminations positives transmet son projet de répartition au Gouvernement avant le 1^{er} mai.

§ 5. Le Gouvernement :

1° s'il approuve le projet de répartition, charge le directeur général de l'enseignement obligatoire de rédiger les arrêtés de subventions ou d'allocations de crédits;

2° s'il n'approuve pas le projet de répartition, invite la Commission des discriminations positives à le modifier. A défaut, le Gouvernement modifie la répartition.

Art. 10. Dans l'enseignement secondaire, 310 millions de francs au moins sont affectés aux établissements et implantations bénéficiaires de discriminations positives. Ce montant est adapté annuellement, et pour la première fois en 1999, en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation défini par l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, dit « indice santé ».

Le Gouvernement peut affecter le montant visé à l'alinéa 1^{er} à des plans coordonnés avec les institutions et organismes visés à l'article 2, 1^o, c, afin d'augmenter, par les fonds investis par ceux-ci, les ressources humaines ou matérielles mises à la disposition des établissements, écoles ou implantations bénéficiaires de discriminations positives.

Le montant visé soit à l'alinéa 1^{er}, soit, le cas échéant, à l'alinéa 2, est affecté par le Gouvernement selon les modalités définies aux articles 11 et 12.

Art. 11. § 1^{er}. Du budget visé à l'article 10, un montant d'au moins 220 millions de francs est affecté à des compléments de périodes-professeur d'au moins 12 périodes-professeur, par établissement, au profit des établissements ou implantations secondaires bénéficiaires de discriminations positives.

Le nombre de périodes-professeur est obtenu en multipliant par 21,8 le quotient du montant visé à l'alinéa 1^{er} par le coût, toutes charges comprises, d'un professeur de cours généraux au degré inférieur de l'enseignement secondaire ayant une ancienneté de traitement de 11 ans.

Le nombre de périodes-professeur obtenu à l'alinéa 2 est réparti en quatre allocations distinctes respectivement pour l'enseignement de la Communauté française, l'enseignement officiel subventionné, l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel et l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel. La part de chaque réseau est obtenue en multipliant le nombre de périodes-professeur défini à l'alinéa 2 par une fraction dont le numérateur est le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans les établissements ou implantations secondaires bénéficiaires de discriminations positives de ce réseau le 15 janvier et le dénominateur, le nombre d'élèves régulièrement inscrits dans les établissements ou implantations secondaires bénéficiaires de discriminations positives de tous les réseaux le 15 janvier.

§ 2. L'encadrement supplémentaire apporté aux établissements et implantations secondaires bénéficiaires de discriminations positives est affecté après avoir pris l'avis du Conseil de participation visé à l'article 69 du décret du 24 juillet 1997 précité sur les priorités, à la constitution de groupes de taille réduite, à l'organisation de classes d'adaptation pour les élèves ne parlant pas le français, à la prévention de la violence, à la prévention du décrochage scolaire, à la remédiation et aux activités visées à l'article 20, § 4, 1^o à 4^o, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein-exercice.

L'encadrement supplémentaire peut aussi, après avis du Conseil de participation visé à l'alinéa 1^{er}, être affecté à la désignation ou à l'engagement à titre temporaire pour une durée déterminée dans le Centre psycho-médico-social compétent pour l'établissement ou l'implantation bénéficiaires de discriminations positives visée d'un assistant social ou d'un infirmier social supplémentaire à temps plein ou à mi-temps avec mise à disposition pour cet établissement ou cette implantation selon des modalités que le Gouvernement détermine; cet emploi est affecté au nombre de périodes-professeur, à raison de 22 périodes-professeur par charge complète.

Les périodes-professeur supplémentaires sont utilisées après concertation avec les organisations syndicales représentatives.

§ 3. Les chefs d'établissement de la Communauté française, transmettent leurs projets au Gouvernement avant le 15 mars.

Les Pouvoirs organisateurs, pour l'enseignement subventionné, transmettent leurs projets à leur organe de représentation et de coordination avant le 15 mars.

§ 4. Le Gouvernement, pour l'enseignement de la Communauté française et chaque organe de représentation et de coordination, pour l'enseignement subventionné établissent un projet de répartition des périodes-professeur disponibles au profit des établissements et implantations relevant de son réseau. Les organes de représentation et de coordination transmettent leur projet de répartition au Gouvernement avant le 1^{er} mai.

Les projets de répartition sont également transmis, dans les mêmes délais, à la Commission des discriminations positives.

S'il l'estime nécessaire, le Gouvernement informe la Commission des discriminations positives de son projet de répartition.

Si elle l'estime nécessaire, la Commission des discriminations positives adresse ses remarques au Gouvernement.

§ 5. Le Gouvernement :

1° s'il approuve le projet de répartition, les affecte, dans un arrêté unique par réseau;

2° s'il n'approuve pas le projet de répartition, invite l'organe de représentation et de coordination à le modifier. A défaut, le Gouvernement modifie la répartition.

Art. 12. § 1^{er}. Du budget visé à l'article 10, 60 millions de francs au moins sont affectés à la réalisation de projets de prévention de la violence dans les établissements et implantations secondaires bénéficiaires de discriminations positives.

Les projets portent sur :

1° l'organisation de formations spécifiques en cours de carrière pour les enseignants;

2° l'aménagement des locaux et des abords, notamment les infrastructures et équipements protégeant des intrusions, les travaux de peinture, l'élimination des graffitis;

3° la création d'espaces de rencontres, de médiathèques, de bibliothèques, de centres de documentation et de ressources, y compris l'achat de livres, de journaux, de revues, de cd-rom, de cassettes audio-visuelles, etc.;

4° la collaboration avec les services du secteur de l'Aide à la jeunesse, et notamment les services d'aide en milieu ouvert, fixés à l'article 1^{er} du décret du 4 mars 1991 précité.

Autant que faire se peut, les projets impliquent la participation active des élèves et de toutes les parties associées au Conseil de participation par le décret du 24 juillet 1997.

Les projets peuvent aussi prévoir des actions concertées entre établissements de niveaux et/ou de réseaux distincts sur le territoire d'une même commune ou d'un ensemble de communes.

Les projets peuvent également prévoir l'engagement de personnel non enseignant sous contrat de travail dans le cadre d'un programme de transition professionnelle :

— pour des travaux de réhabilitation légère, tels des travaux de peinture, de menuiserie, d'aménagement de locaux ou des abords;

— pour une assistance au personnel auxiliaire d'éducation.

Les projets peuvent couvrir un maximum de 3 années consécutives.

§ 2. Le budget est réparti dans le respect des proportions visées à l'article 11, § 1^{er}.

Les projets qui bénéficient à des établissements ou écoles de réseaux différents sont imputés proportionnellement à chacun d'eux.

§ 3. Les chefs d'établissement, pour l'enseignement de la Communauté française, les Pouvoirs organisateurs, pour l'enseignement subventionné soumettent des projets d'action de prévention de la violence à la Commission des discriminations positives avant le 15 mars.

§ 4. La Commission transmet au Gouvernement, avant le 1^{er} mai, une proposition de répartition des moyens disponibles entre ceux des différents projets qu'elle approuve.

§ 5. Le Gouvernement :

1° s'il approuve le projet de répartition, charge le directeur général de l'enseignement obligatoire de rédiger les arrêtés de subventions ou d'allocations de crédits;

2° s'il n'approuve pas le projet de répartition, invite la Commission des discriminations positives à le modifier. A défaut, le Gouvernement modifie la répartition.

Art. 13. Dans les établissements et implantations secondaires bénéficiaires de discriminations positives reconnus comme très prioritaires, l'utilisation des périodes-professeur visées à l'article 11 permet de contribuer à l'amélioration des conditions de travail par la guidance des élèves et la concertation au sein des équipes éducatives.

Dans les mêmes établissements et dans les mêmes implantations, par dérogation à l'arrêté royal du 30 décembre 1959 relatif aux congés de maladie et de maternité des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, le remplacement des membres du personnel en congé de maladie est autorisé dès que cette absence compte au moins 5 jours.

Dans les mêmes établissements, par dérogation à l'article 4 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur, les emplois visés à l'article 3 du même arrêté peuvent être créés ou subventionnés, selon l'ordre de dévolution qui y est fixé, à concurrence d'un emploi par tranche complète de 70 élèves.

Dans les implantations secondaires bénéficiaires de discriminations positives reconnues comme très prioritaires, par dérogation à l'article 4 du même arrêté, les emplois visés à l'article 3 de cet arrêté peuvent être créés ou subventionnés, par comptage séparé pour l'implantation, selon l'ordre de dévolution qui y est fixé, à concurrence d'un emploi par tranche complète de 70 élèves.

Art. 14. Dans la limite des possibilités budgétaires, le Gouvernement peut intervenir dans la part des Pouvoirs publics afin de faciliter l'engagement de personnel non enseignant sous contrat de travail dans le cadre d'un programme de transition professionnelle au sein des établissements, écoles et implantations bénéficiaires de discriminations positives visés à l'article 4 :

— pour des travaux de réhabilitation légère, tels des travaux de peinture, de menuiserie, d'aménagement de locaux ou des abords;

— pour une assistance au personnel auxiliaire d'éducation ou au personnel enseignant.

Art. 15. § 1^{er}. Les indications de délai fixées aux articles 8 à 12 renvoient à l'année scolaire précédant celle durant laquelle les moyens supplémentaires sont accordés.

Les moyens affectés en ressources humaines qui couvrent une année scolaire entière sont engagés à raison d'un quart sur le budget de l'année civile où commence l'année scolaire, pour les trois quarts restants sur le budget de l'année civile suivante.

Les autres moyens sont engagés entièrement sur le budget de l'année civile où commence l'année scolaire.

§ 2. Dans des circonstances d'une gravité exceptionnelle, dont il est juge, le Gouvernement peut déroger aux obligations de consultation et de délais prévues à l'article 11, § 2, § 3 et § 4 et à l'article 12, § 2 et permettre l'engagement, dans l'urgence, du personnel nécessaire au bon fonctionnement de l'établissement.

Art. 16. Lorsqu'un Pouvoir organisateur reçoit une aide d'une part dans le cadre de l'article 8, à l'exception d'un supplément d'encadrement, d'autre part dans le cadre soit de l'article 9, soit de l'article 12, soit des deux, l'ensemble de l'aide lui est octroyée par un arrêté unique de subventionnement soumis à l'approbation du Gouvernement par la Commission des discriminations positives.

De manière analogue, lorsqu'un établissement ou un groupe d'établissements de la Communauté française reçoivent une aide d'une part dans le cadre de l'article 8, à l'exception d'un supplément d'encadrement, d'autre part dans le cadre soit de l'article 9, soit de l'article 12, soit des deux, l'ensemble de l'aide leur est allouée par un arrêté unique d'allocation de crédits soumis à l'approbation du Gouvernement par la Commission des discriminations positives.

Art. 17. Tout Pouvoir organisateur qui reçoit, directement ou indirectement, une aide d'une institution ou d'un organisme visés à l'article 2, 1°, c, pour un établissement qui sollicite ou accepte une aide en discrimination positive informe la Commission des discriminations positives, selon les modalités que définit le Gouvernement. La même procédure s'applique aux établissements de la Communauté française.

Art. 18. Dans l'enseignement de la Communauté française, la priorité dans les changements d'affectation des membres du personnel directeur, enseignant ou auxiliaire d'éducation, est accordée à ceux qui ont été en service, pendant 10 années au moins, dans un établissement visé à l'article 4 ainsi que ceux visés à l'article 64.

Dans l'enseignement officiel subventionné, la priorité dans les changements d'affectation des membres du personnel directeur, enseignant ou auxiliaire d'éducation, est accordée à ceux qui ont été en service, pendant 10 années au moins, dans un établissement visé à l'article 4 ainsi que ceux visés à l'article 64.

Dans l'enseignement libre subventionné, lorsqu'un Pouvoir organisateur doit pourvoir à des emplois vacants, il les attribue, parmi les membres du personnel qui ont posé, s'il échet leur candidature conformément à l'article 35 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, dans l'ordre des priorités ci-dessous :

1° via la procédure de détachement visée à l'article 3 du décret du 12 juillet 1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, aux membres du personnel qui ont été en service pendant 10 années au moins, dans un établissement visé à l'article 4 ainsi que ceux visés à l'article 64 et qui exerçait la même fonction que celle à laquelle appartient l'emploi vacant;

2° aux membres du personnel mis en disponibilité ou en perte partielle de charge;

3° aux membres du personnel bénéficiant des priorités définies par le décret du 1^{er} février 1993, prérapplé.

Art. 19. Chaque année, à partir du 1^{er} octobre, il ne sera procédé à aucune réaffectation ou complément de charge d'un membre du personnel qui conduirait à licencier ou à réduire la charge d'un membre du personnel temporaire affecté dans un établissement classé dans la catégorie des établissements secondaires bénéficiaires de discriminations positives très prioritaires.

CHAPITRE III. — De la prévention de la violence dans tous les établissements scolaires

Section 1^{re}. — De l'accès aux établissements scolaires

Art. 20. Les membres du personnel et les élèves ont accès aux locaux pendant et hors des heures de classe, en fonction des nécessités du service et des activités pédagogiques, selon les modalités définies par le chef d'établissement dans l'enseignement de la Communauté, par le Pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné.

Les parents et les personnes investies de l'autorité parentale ont également accès à l'établissement selon les modalités définies par le chef d'établissement dans l'enseignement de la Communauté, par le Pouvoir organisateur dans l'enseignement subventionné.

Sauf autorisation expresse du chef d'établissement pour l'enseignement de la Communauté française, du Pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné ou de leurs délégués, les parents n'ont pas accès aux locaux où se donnent les cours et les différentes activités pédagogiques pendant la durée de ceux-ci.

Art. 21. § 1^{er}. Dans l'exercice de leurs fonctions, ont également accès aux établissements scolaires :

1° les délégués du Gouvernement;

2° les délégués du Pouvoir organisateur pour l'enseignement qu'il organise;

3° les inspecteurs et vérificateurs dûment désignés à cet effet par la Communauté française;

4° les inspecteurs et délégués des différents services de l'Etat chargés des inspections en matière de santé publique et de respect de la législation du travail;

5° le bourgmestre et ses délégués en matière de prévention des incendies;

6° les officiers de police judiciaire, les officiers du ministère public, les services de police et de gendarmerie dûment munis d'un mandat d'amener, d'un mandat d'arrêt ou d'un mandat de perquisition ou dans les cas de flagrant délit ou crime;

7° le personnel médical et infirmier dont l'intervention a été demandée.

Hors le cas d'urgence ou de flagrant délit ou de flagrant crime, toute personne visée à l'alinéa 1^{er} se présente d'abord auprès du chef d'établissement ou de son délégué.

§ 2. Dans l'enseignement de caractère non confessionnel, les chefs de culte et leurs délégués ont accès de droit aux locaux où se donnent les cours de leur religion, pendant la durée de ceux-ci. Ils se présentent d'abord au chef d'établissement ou à son délégué.

Art. 22. Toute personne qui ne se trouve pas dans les conditions des articles 20 et 21 doit solliciter du chef d'établissement ou de son délégué l'autorisation de pénétrer dans les locaux.

Toute personne s'introduisant dans les locaux d'un établissement scolaire contre la volonté du chef d'établissement ou de son délégué, soit à l'aide de menaces ou de violences contre les personnes, soit au moyen d'effraction, d'escalade ou de fausses clefs est passible de tomber sous l'application de l'article 439 du code pénal.

Art. 23. Les travaux nécessaires à l'installation dans les écoles bénéficiaires de discriminations positives des infrastructures propres à prévenir les intrusions, dans les cas où celles-ci revêtent un caractère de gravité ou de répétition tel que les conditions de travail et d'études sont lourdement perturbées, bénéficient de la priorité dans les affectations des fonds visés aux articles 5, 7 et 9 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française.

Art. 24. Lors des journées portes ouvertes, les établissements scolaires perdent la protection particulière attachée au domicile privé.

Section 2. — De certains faits graves de violence pouvant justifier l'exclusion

Art. 25. Sont notamment considérés comme faits portant atteinte à l'intégrité physique, psychologique ou morale d'un membre du personnel ou d'un élève ou compromettant l'organisation ou la bonne marche d'un établissement scolaire et pouvant justifier l'exclusion définitive prévue aux articles 81 et 89 du décret du 24 juillet 1997 précité :

1° tout coup et blessure porté sciemment par un élève à un autre élève ou à un membre du personnel, dans l'enceinte de l'établissement ou hors de celle-ci, ayant entraîné une incapacité même limitée dans le temps de travail ou de suivre les cours;

2° tout coup et blessure porté sciemment par un élève à un délégué du Pouvoir organisateur, à un membre des services d'inspection ou de vérification, à un délégué de la Communauté française, dans l'enceinte de l'établissement ou hors de celle-ci, ayant entraîné une incapacité de travail même limitée dans le temps;

3° tout coup et blessure porté sciemment par un élève à une personne autorisée à pénétrer au sein de l'établissement lorsqu'ils sont portés dans l'enceinte de l'établissement, avant entraîné une incapacité de travail même limitée dans le temps;

4° l'introduction ou la détention par un élève au sein d'un établissement scolaire ou dans le voisinage immédiat de cet établissement de quelque arme que ce soit visée, sous quelque catégorie que ce soit, à l'article 3 de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions;

5° toute manipulation hors de son usage didactique d'un instrument utilisé dans le cadre de certains cours ou activités pédagogiques lorsque cet instrument peut causer des blessures;

6° l'introduction ou la détention, sans raison légitime, par un élève au sein d'un établissement scolaire ou dans le voisinage immédiat de cet établissement de tout instrument, outil, objet tranchant, contondant ou blessant;

7° l'introduction ou la détention par un élève au sein d'un établissement ou dans le voisinage immédiat de cet établissement de substances inflammables sauf dans les cas où celles-ci sont nécessaires aux activités pédagogiques et utilisées exclusivement dans le cadre de celles-ci;

8° l'introduction ou la détention par un élève au sein d'un établissement ou dans le voisinage immédiat de cet établissement de substances visées à l'article 1^{er} de la loi du 24 février 1921 concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques, en violation des règles fixées pour l'usage, le commerce et le stockage de ces substances;

9° le fait d'extorquer, à l'aide de violences ou de menaces, des fonds, valeurs, objets, promesses d'un autre élève ou d'un membre du personnel dans l'enceinte de l'établissement ou hors de celle-ci;

10° le fait d'exercer sciemment et de manière répétée sur un autre élève ou un membre du personnel une pression psychologique insupportable, par insultes, injures, calomnies ou diffamation.

Le Gouvernement arrête des modalités particulières pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 4°, dans les établissements organisant une option « armurerie ».

Art. 26. Lorsqu'il peut être apporté la preuve qu'une personne étrangère à l'établissement a commis un des faits graves visés à l'article 25, alinéa 1^{er}, sur l'instigation ou avec la complicité d'un élève de l'établissement, ce dernier est considéré comme ayant commis un fait portant atteinte à l'intégrité physique, psychologique ou morale d'un membre du personnel ou d'un élève ou compromettant l'organisation ou la bonne marche d'un établissement scolaire et pouvant justifier l'exclusion définitive prévue aux articles 81 et 89 du décret du 24 juillet 1997 précité.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable à l'élève mineur pour un fait commis par ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale.

Section 3. — Des interventions au sein des établissements et de la formation à la prévention de la violence dans l'ensemble des établissements d'enseignement secondaire

Art. 27. Chaque comité de concertation visé à l'article 15 du décret du 16 juillet 1993 prévoit sur les crédits de formation en cours de carrière :

1° des interventions au sein des établissements scolaires qui en font la demande, afin d'assurer une aide immédiate et adaptée en matière de prévention de la violence;

2° des formations spécifiques touchant notamment à la gestion des conflits, à la prévention du racket, aux cultures des jeunes, à la communication avec des adolescents en voie de marginalisation.

En cas de situation de crise aiguë, reconnue comme telle par le ministre dans l'enseignement de la Communauté française, par l'organe de représentation et de coordination, dans l'enseignement subventionné, l'intervention visée à l'alinéa 1^{er}, 1°, est assurée, si le chef d'établissement, pour l'enseignement de la Communauté française, ou le Pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné, le requiert, dans un délai de moins de 8 jours.

Art. 28. Le Gouvernement arrête les modalités selon lesquelles les membres du personnel bénéficient gratuitement d'une assistance en justice pour toute agression subie dans le cadre de son service ou en relation directe avec ce service.

Le Gouvernement arrête les modalités selon lesquelles les membres du personnel bénéficient gratuitement d'une assistance psychologique d'urgence pour toute agression subie dans le cadre de son service ou en relation directe avec ce service.

Section 4. — Du rôle des centres psycho-médico-sociaux dans la prévention de la violence

Art. 29. Le chef d'établissement ou son délégué est tenu d'informer régulièrement le Centre psycho-médico-social des faits ou des indices de violence apparus dans son établissement.

En collaboration avec l'équipe éducative, le cas échéant avec les médiateurs scolaires, le Centre psycho-médico-social intervient à l'égard des élèves et de leur famille.

Le Centre psycho-médico-social accompagne et soutient, sur sa demande, tout élève victime d'acte de violence ou de menaces.

Les interventions visées à l'article 27 peuvent être organisées en commun avec le Centre psycho-médico-social.

Section 5. — Du mineur exclu ou en voie d'exclusion

Art. 30. Lorsqu'un mineur ne peut être réinscrit dans un établissement scolaire, conformément aux articles 82, alinéa 4 et 90, § 2, alinéa 5, du décret du 24 juillet 1997 précité, le ministre peut considérer comme satisfaisant aux obligations relatives à la fréquentation scolaire :

1° la prise en charge, pour une période ne pouvant dépasser trois mois, renouvelable une fois, du jeune par des services qui apportent leur concours à l'exécution de décisions individuelles dans le cadre des programmes d'aide élaborés soit par le conseiller de l'Aide à la jeunesse, soit par le directeur de l'Aide à la jeunesse, soit par le Tribunal de la jeunesse;

2° la prise en charge, pour une période ne pouvant dépasser trois mois, renouvelable une fois, du jeune par un service, subsidié par la Communauté française ou par un pouvoir public visé à l'article 2, 1°, c, qui est agréé et désigné par la Commission des discriminations positives, en fonction du projet introduit.

L'assimilation de la prise en charge à la fréquentation scolaire visée à l'alinéa 1^{er} ne peut dépasser au total une année sur l'ensemble de la scolarité du mineur.

Le conseiller de l'Aide à la jeunesse, le directeur de l'Aide à la jeunesse, le Tribunal de la jeunesse ou le service agréé par la Commission des discriminations positives notifient au ministre la date de début et de fin de prise en charge prévue.

Art. 31. En cas de situation de crise, sur demande conjointe du mineur, de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale, du chef d'établissement pour l'enseignement de la Communauté française, du Pouvoir organisateur ou de son délégué pour l'enseignement subventionné, après avoir pris l'avis du Conseil de classe et du centre psycho-médico-social, le ministre peut aussi autoriser un élève, qui reste régulièrement inscrit dans son établissement, à être pris en charge, pour une période ne dépassant pas un mois, renouvelable une fois, par :

1° des services qui apportent leur concours à l'exécution de décisions individuelles dans le cadre des programmes d'aide élaborés, soit par le conseiller de l'Aide à la jeunesse, soit par le directeur de l'Aide à la jeunesse, soit par le Tribunal de la jeunesse;

2° un service agréé et désigné par la Commission des discriminations positives, qui est subsidié par la Communauté française ou par un pouvoir public visé à l'article 2, 1°, c).

L'assimilation de la prise en charge à la fréquentation scolaire visée à l'alinéa 1^{er} ne peut dépasser au total six mois sur l'ensemble de la scolarité du mineur.

Le conseiller de l'Aide à la jeunesse, le directeur de l'Aide à la jeunesse, le Tribunal de la jeunesse ou le service agréé par la Commission des discriminations positives notifient au ministre la date de début et de fin de prise en charge prévue.

CHAPITRE IV. — *De la prévention du décrochage scolaire*

Art. 32. Au plus tard à partir du dixième jour d'absence injustifiée d'un élève, le chef d'établissement convoque l'élève et ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, par courrier recommandé avec accusé de réception, selon les modalités précises fixées par le Gouvernement.

Le chef d'établissement rappelle les dispositions relatives aux absences scolaires à l'élève, et à ses parents ou à la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur. Il leur propose des actes de prévention des absences.

A défaut de présentation, le chef d'établissement délègue au domicile ou au lieu de résidence de l'élève un membre du personnel auxiliaire d'éducation ou, le cas échéant, un médiateur attaché à l'établissement ou, en accord avec le directeur du centre psycho-médico-social, un membre du personnel de ce centre. Le délégué du chef d'établissement établit un rapport de visite à l'attention du chef d'établissement. Le Gouvernement peut préciser les modalités de la visite.

Le Gouvernement détermine la nature et la durée des absences qui sont considérées comme injustifiées, la nature et la durée des absences dont la justification peut être laissée à l'appréciation du chef d'établissement. Le règlement d'ordre intérieur de l'établissement mentionne ces dispositions.

Art. 33. Chaque année, au plus tard le 1^{er} décembre, la liste des élèves soumis à l'obligation scolaire, non inscrits dans un établissement scolaire et non autorisés à suivre un enseignement à domicile est communiquée au conseiller de l'Aide à la jeunesse, selon les modalités que fixe le Gouvernement.

Le chef d'établissement, pour l'enseignement de la Communauté française, le Pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné, communiquent au Gouvernement, selon les modalités et aux dates que celui-ci détermine, le relevé :

1° des élèves mineurs visés aux articles 84, alinéa 1^{er} et 92, alinéa 1^{er}, du décret du 24 juillet précité;

2° des élèves mineurs ou majeurs visés aux articles 85, alinéa 1^{er}, et 93, alinéa 1^{er}, du même décret;

3° des absences des élèves qui ont fait l'objet d'une dérogation ministérielle pour arrivée tardive sur la base de l'article 79, alinéa 2, du même décret.

CHAPITRE V. — *De la médiation scolaire dans l'enseignement secondaire*

Art. 34. Il est créé un service de médiation scolaire chargé de prévenir la violence et le décrochage scolaire dans les établissements d'enseignement secondaire, prioritairement dans ceux qui sont visés à l'article 4.

La médiation vise à favoriser, à conserver ou à rétablir le climat de confiance qui doit prévaloir dans les relations entre l'élève, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur et l'établissement scolaire.

Le service de médiation est placé sous l'autorité de la Commission des discriminations positives.

Art. 35. Le service de médiation comprend des médiateurs membres du personnel mis en congé pour mission, conformément à l'article 6 du décret du 24 juin 1996 précité et des médiateurs engagés sous contrat.

Le service de médiation comprend deux coordonnateurs. Ceux-ci sont des membres du personnel mis en congé pour mission, conformément à l'article 6 du même décret.

Les médiateurs et les coordonnateurs sont désignés par le Gouvernement.

L'un des coordonnateurs a en charge la médiation dans la Région de Bruxelles-Capitale, l'autre la médiation en Région wallonne.

Le service de médiation bénéficie des avis et propositions du Conseil de la médiation, présidé par le directeur général de l'enseignement obligatoire et composé de celui-ci, des deux coordonnateurs ainsi que de 4 membres désignés par le Gouvernement sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire. Il peut aussi comprendre un représentant des intervenants visés à l'article 2, 1°, c), avec voix consultative.

Le Gouvernement peut arrêter des modalités complémentaires de fonctionnement du service de médiation.

Art. 36. § 1^{er}. Dans le cadre du budget visé à l'article 10, un budget de 30 millions de francs au moins est affecté au paiement du personnel et au fonctionnement du service de médiation.

§ 2. Le Gouvernement peut affecter le montant visé au § 1^{er} à des plans coordonnés avec les institutions et organismes visés à l'article 2, 1^o, c), afin d'augmenter, par les fonds investis par ceux-ci, les ressources humaines et les moyens matériels mis à la disposition du service de médiation.

Art. 37. § 1^{er}. Les médiateurs et les coordonnateurs sont placés sous l'autorité hiérarchique du Président de la Commission des discriminations positives.

Le Gouvernement affecte les médiateurs soit à un ensemble d'établissements, soit à un établissement.

L'une et l'autre affectation se font sur demande du Pouvoir organisateur de cet (ces) établissement(s). Pour l'enseignement de la Communauté française, la demande est faite par le chef d'établissement.

§ 2. Le coordonnateur contrôle le respect de l'horaire de travail et l'accomplissement de ses tâches par chaque médiateur, dans le respect de la mission fixée par l'article 34 et, selon le cas, de sa charge de mission ou des obligations de son contrat.

§ 3. Lorsque le médiateur est affecté à un seul établissement, le coordonnateur communique au chef d'établissement l'horaire normal de travail.

La présence et l'intervention du médiateur sont requises au sein de l'établissement en cas de situation conflictuelle aiguë.

§ 4. Le médiateur veille à conserver la confiance qu'il a pu obtenir des élèves. A cet égard, il n'est pas tenu de révéler au chef d'établissement des faits dont il estime avoir connaissance sous le sceau du secret attaché à cette confiance. Par contre, il doit pouvoir révéler tout fait dont il a connaissance et qui est susceptible d'influer sur l'organisation ou la bonne marche d'un des établissements où il est affecté au coordonnateur dont il relève.

Le médiateur veille à éviter tout acte, tout propos, toute initiative qui pourrait nuire à l'autorité du chef d'établissement. Le cas échéant, il prend conseil auprès de son coordonnateur et suit les directives qu'il en reçoit.

Art. 38. Les coordonnateurs et les médiateurs recherchent et développent les contacts avec les centres psycho-médico-sociaux, les conseillers de l'Aide à la jeunesse, les travailleurs du secteur de l'éducation permanente et les différents services d'Aide à la jeunesse.

Dans le respect des missions propres aux uns et aux autres, les coordonnateurs et les médiateurs se concertent avec les intervenants sociaux engagés par les villes et communes dans le cadre des contrats de sécurité, des contrats de société et des actions de prévention des toxicomanies.

Art. 39. Les coordonnateurs adressent annuellement un rapport au Gouvernement sur les résultats obtenus en matière de :

- 1° prévention de la violence;
- 2° lutte contre le décrochage scolaire et l'absentéisme;
- 3° collaboration avec les services d'Aide à la jeunesse.

CHAPITRE VI. — *De la scolarité des mineurs séjournant illégalement sur le territoire*

Art. 40. Les mineurs séjournant illégalement sur le territoire, pour autant qu'ils y accompagnent leurs parents ou la personne investie de l'autorité parentale, sont admis dans les établissements scolaires.

Les chefs d'établissement reçoivent aussi l'inscription des mineurs non accompagnés. Dans ce cas, ils veillent à ce que le mineur entreprenne les démarches conduisant à sa prise en charge par une institution de manière à ce que l'autorité parentale soit exercée en sa faveur.

Art. 41. Le Gouvernement autorise, selon les modalités qu'il détermine, un établissement scolaire qui accueille un mineur visé à l'article 40 à le prendre en compte pour le calcul de l'encadrement et des subventions sous réserve qu'il compte au moins 4 mois de fréquentation régulière dans un établissement scolaire au moment du comptage.

Art. 42. En cas de doute, le Gouvernement décide :

- 1° si l'élève dont les parents ne peuvent prouver l'âge est ou non considéré comme mineur;
- 2° si l'élève est considéré comme accompagnant ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale;
- 3° si la fréquentation de l'élève est considérée comme régulière.

CHAPITRE VII. — *Dispositions modificatives et abrogatoires*

Art. 43. L'article 4 de l'arrêté royal du 15 avril 1977 fixant les règles et les conditions de calcul du nombre d'emplois dans certaines fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel administratif des établissements d'enseignement secondaire et d'enseignement supérieur, rétabli par le décret du 2 avril 1996, est complété par l'alinéa suivant :

« Dans les établissements secondaires reconnus à discrimination positive conformément à l'article 4 du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, les emplois visés à l'article 3 peuvent être créés ou subventionnés, selon l'ordre de dévolution qui y est fixé, à concurrence d'un emploi par tranche complète de 80 élèves ».

Art. 44. A l'article 28 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'Aide à la jeunesse, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 1^{er} est complété par la disposition suivante :

« 21° le président de la Commission des discriminations positives créée par le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, ou son délégué »;

2° au § 2, alinéa 2, les mots « § 1^{er}, 14°, 17°, 18°, 19° et 20° » sont remplacés par les mots « § 1^{er}, 14°, 17°, 18°, 19°, 20° et 21° ».

Art. 45. L'article 16 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice est abrogé à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement visé à l'article 4, § 3, alinéa 2.

Art. 46. Dans l'article 21, § 1^{er}, du même décret, les mots « à l'exception des établissements et implantations secondaires à discrimination positive reconnus comme très prioritaires, » sont introduits après les mots « dans les établissements qu'il organise ».

Art. 47. L'article 10 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire est abrogé à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement visé à l'article 4, § 3, alinéa 2.

Art. 48. L'article 11 du même décret est abrogé.

Art. 49. L'article 8 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental est abrogé à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement visé à l'article 4, § 3, alinéa 2.

Art. 50. Art. 50 L'article 9 du même décret est abrogé.

TITRE II. — Des discriminations positives dans l'enseignement de promotion sociale

CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application, objet et définitions*

Art. 51. Le présent titre s'applique aux établissements d'enseignement de promotion sociale visés à l'article 2 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

Art. 52. Le présent titre a pour objet de distinguer certains établissements ou implantations de l'enseignement de promotion sociale organisé ou subventionné par la Communauté française, ci-après dénommés établissements ou implantations bénéficiaires de discriminations positives, sur la base de critères définis ci-dessous et :

1° de promouvoir dans ces établissements ou implantations des actions pédagogiques destinées à assurer à tous les apprenants des chances égales d'insertion professionnelle et sociale conformément à l'article 7, 1° du décret du 16 avril 1991 précité;

2° à cet effet, de leur attribuer des moyens supplémentaires;

3° d'assurer la coordination des moyens susvisés avec toute autre aide apportée à ces établissements par tout pouvoir public belge, par l'Union européenne ou par tout organisme d'intérêt public et privé.

Art. 53. Pour l'application du présent titre, on entend par :

1° « discrimination positive » : distinction opérée entre établissements ou implantations d'enseignement de promotion sociale organisé ou subventionné par la Communauté française, sur la base de critères sociaux, économiques, culturels et pédagogiques en vue d'accorder à certains d'entre eux des moyens supplémentaires afin de soutenir les actions éducatives qu'ils mettent en œuvre pour assurer à tous les apprenants des chances égales d'insertion professionnelle et sociale conformément à l'article 7, 1° du décret du 16 avril 1991;

2° « établissement » : tout établissement visé à l'article 2 du décret du 16 avril 1991 précité;

3° « implantation » :

a) le siège de l'établissement ainsi que les établissements fusionnés qui sont situés à plus de 10 kilomètres du siège de l'établissement et qui existaient à la date du 31 août 1986;

b) les implantations autorisées par dépêche ministérielle antérieure au 1^{er} juillet 1991, à la condition que ces implantations soient à plus de 10 kilomètres du siège de l'établissement et que des cours de promotion sociale y aient été organisés chaque année depuis l'autorisation d'ouverture;

c) les sièges et implantations des établissements fusionnés après le 1^{er} septembre 1997, à condition que, dans ces établissements ou implantations, des cours de promotion sociale soient organisés chaque année à partir de la fusion;

d) les implantations ayant fait l'objet d'une restructuration autorisée par le Gouvernement en application de l'article 96^{ter} du décret du 16 avril 1991 précité à condition que, dans ces implantations des cours de promotion sociale aient été organisés chaque année depuis la restructuration et uniquement pour les formations préexistantes à la restructuration et celles qui résultent de l'application de l'article 24, § 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

e) les implantations résultant de la fusion d'un établissement en application de l'article 101, alinéa 2 du décret du 16 avril 1991 précité.

4° « Conseil supérieur » : le Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale visé par l'article 78 du décret du 16 avril 1991 précité;

5° « apprenant » : toute personne inscrite dans une section ou une unité de formation de l'enseignement de promotion sociale;

6° « unité de formation d'adaptation ou de remédiation » : une unité de formation définie à l'article 13 du décret du 16 avril 1991 précité et qui permet aux apprenants d'acquérir les capacités préalables requises pour l'admission dans une formation préqualifiante ou qualifiante;

7° « périodes-élèves » : les périodes-élèves visées à l'article 106 du décret du 16 avril 1991 précité.

CHAPITRE II. — *Des discriminations positives*

Art. 54. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête la liste des établissements ou implantations bénéficiaires de discriminations positives, sur proposition du Conseil supérieur conformément à la procédure décrite ci-dessous.

§ 2. Sont retenus par le Conseil supérieur comme établissements ou implantations bénéficiaires de discriminations positives, ceux qui accueillent une proportion ou un nombre, que le Gouvernement détermine après avis de ce Conseil, d'apprenants résidant dans des quartiers présentant un niveau socio-économique visé à l'article 4, § 3, alinéa 3.

Ne sont pas pris en considération dans le calcul de la proportion ou du nombre visés à l'alinéa 1^{er}, les apprenants inscrits :

1° soit dans une section ou une unité de formation faisant l'objet de conventions visées aux articles 114 et 115 du décret du 16 avril 1991 précité et financée par le partenaire extérieur, à hauteur d'au moins 50 %;

2° soit dans une section ou une unité de formation classée au niveau de l'enseignement supérieur de promotion sociale.

§ 3. Le Conseil supérieur peut proposer au Gouvernement d'ajouter ou de retirer des établissements ou implantations de la liste fixée en application du § 2 sur base d'une motivation reposant notamment sur la proportion de périodes-élèves organisées dans le cadre des actions visées à l'article 58, § 1^{er}, ou sur la possibilité de mener à terme un projet entrepris et s'étendant sur plusieurs années.

§ 4. La liste des établissements ou implantations bénéficiaires de discriminations positives peut être revue chaque année. Elle est revue d'office, après enquête scientifique interuniversitaire, tous les 4 ans.

Art. 55. Les moyens supplémentaires affectés aux discriminations positives dans l'enseignement de promotion sociale consistent en :

1° moyens humains sous forme :

a) de dotations de périodes supplémentaires permettant d'engager ou de désigner des enseignants, notamment pour réduire la taille des groupes d'apprenants;

b) d'agents contractuels subventionnés en collaboration avec les Régions, notamment :

— d'enseignants, de manière à réduire la taille des groupes d'apprenants;

— d'éducateurs;

— d'assistants sociaux;

c) l'organisation des formations spécifiques en cours de carrière pour les enseignants;

d) d'agents contractuels dans le cadre d'un programme de transition professionnelle, en collaboration avec les Régions :

— pour des travaux de réhabilitation légère, tels des travaux de peinture, de menuiserie, d'aménagement de locaux ou des abords;

— pour une assistance au personnel auxiliaire d'éducation ou au personnel enseignant;

2° moyens matériels visant à assurer l'acquisition de matériel didactique ou informatique indispensable à la réalisation de projets à discrimination positive.

Art. 56. 40 millions de francs au moins sont affectés aux établissements ou implantations bénéficiaires de discriminations positives. Ce montant est adapté annuellement, et pour la première fois en 1999, en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation défini par l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, dit « indice santé ».

Art. 57. Du budget visé à l'article 56, un montant de 35 millions de francs au moins est affecté à des projets s'inscrivant dans l'un des axes définis à l'article 58. Ce montant est réparti en quatre allocations distinctes respectivement pour l'enseignement de la Communauté française, l'enseignement officiel subventionné, l'enseignement libre subventionné de caractère confessionnel et l'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel.

Chaque allocation est obtenue en multipliant le montant visé à l'alinéa 1^{er} par une fraction dont le numérateur est égal au nombre de périodes-élèves des établissements ou implantations bénéficiaires de discriminations positives concernés par cette allocation et dont le dénominateur est égal au nombre de périodes-élèves de l'ensemble des établissements ou implantations bénéficiaires de discriminations positives.

Les périodes-élèves prises en considération sont celles de l'avant-dernière année civile qui précède l'année civile au cours de laquelle les moyens seront utilisés.

Art. 58. § 1^{er}. Les projets d'action à discrimination positive développent des comportements solidaires et s'inscrivent dans au moins un des axes suivants :

1° mises en place d'actions visant à une meilleure connaissance et/ou maîtrise de la langue française ou impliquant l'organisation d'unités de formation d'adaptation ou de remédiation;

2° projets pédagogiques associant apprenants et membre(s) du personnel enseignant en vue d'une réalisation concrète dans des domaines techniques et professionnels du niveau secondaire;

3° projets associant apprenants et membre(s) du personnel enseignant du niveau secondaire en privilégiant l'utilisation des techniques d'information et de communication multimédia.

§ 2. Pour l'enseignement organisé par la Communauté française, les directeurs des établissements ou implantations bénéficiaires de discriminations positives, transmettent les projets visés au § 1^{er} au ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions qui les soumet, pour avis, au Conseil supérieur.

Pour l'enseignement subventionné, les Pouvoirs organisateurs transmettent les projets visés au § 1^{er} aux organes de représentation et de coordination visés à l'article 3, 11° qui les soumettent, pour avis, au Conseil supérieur.

§ 3. Les projets visés au § 1^{er} doivent être transmis au Conseil supérieur au plus tard le 15 juin.

§ 4. Le Conseil supérieur transmet la liste des projets retenus ainsi que ses avis au Gouvernement avant le 1^{er} octobre.

§ 5. Le Gouvernement

1° s'il approuve la liste des projets retenus, affecte les montants visés au § 6 par arrêtés séparés, pour l'enseignement organisé par la Communauté française et pour chacun des organes de coordination et de représentation visés à l'article 3, 11° concerné;

2° s'il n'approuve pas la liste des projets retenus, invite le Conseil supérieur à la modifier. A défaut, le Gouvernement la modifie.

§ 6. L'intervention budgétaire de la Communauté française ne sera pas supérieure à deux millions de francs par projet et par établissement. Ce montant est adapté annuellement, et pour la première fois en 1999, en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation défini par l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, dit « indice santé ».

Art. 59. § 1^{er}. Le solde du budget visé à l'article 56, qui ne peut être inférieur à 5 millions de francs est affecté à la réalisation de projets complémentaires en faveur des établissements et implantations d'enseignement de promotion sociale bénéficiaires de discriminations positives, portant sur l'engagement de personnel non enseignant sous contrat de travail dans le cadre d'un programme de transition professionnelle :

- pour des travaux de réhabilitation légère, tels des travaux de peinture, de menuiserie, d'aménagement des locaux ou des abords;
- pour une assistance au personnel auxiliaire d'éducation ou au personnel enseignant.

§ 2. Le montant visé au § 1^{er} est réparti entre l'enseignement organisé par la Communauté française et les organes de représentation et de coordination visés à l'article 3, 11° conformément à l'article 57, alinéa 2.

§ 3. Les projets visés au § 1^{er} sont transmis au Conseil supérieur selon les modalités suivantes :

Pour l'enseignement organisé par la Communauté française, les directeurs des établissements ou implantations bénéficiaires de discriminations positives, transmettent les projets visés au § 1^{er} au ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions qui les soumet, pour avis, au Conseil supérieur.

Pour l'enseignement subventionné, les Pouvoirs organisateurs transmettent les projets visés au § 1^{er} aux organes de représentation et de coordination visés à l'article 3, 11° qui les soumettent, pour avis, au Conseil supérieur.

Les projets visés au § 1^{er} doivent être transmis au Conseil supérieur au plus tard le 15 juin.

§ 4. Le Conseil supérieur transmet au Gouvernement, avant le 1^{er} octobre, la liste des projets retenus ainsi que ses avis.

§ 5. Le Gouvernement :

1° s'il approuve la liste des projets retenus, charge le directeur général de l'enseignement non obligatoire de rédiger des arrêtés de subventions ou d'allocations de crédits;

2° s'il n'approuve pas la liste des projets retenus, invite le Conseil supérieur à la modifier. A défaut, le Gouvernement la modifie.

Art. 60. La Commission des discriminations positives visée à l'article 6 évalue annuellement la mise en œuvre de la politique de discrimination positive menée en application du présent titre, en ce compris sa complémentarité par rapport aux autres actions poursuivant des objectifs analogues.

Lorsqu'elle procède à l'évaluation prévue à l'alinéa 1^{er}, la Commission des discriminations positives associe, avec voix délibérative, quatre membres du Conseil supérieur à ses travaux.

Art. 61. Aucune nomination ou engagement à titre définitif ne peut être effectué dans les emplois créés dans le cadre de l'article 55, 1°, a).

Art. 62. Sans préjudice de dispositions particulières, les indications de délais renvoient à l'année civile précédant celle durant laquelle les moyens supplémentaires seront utilisés.

Art. 63. Par dérogation à l'article 12, § 4, de la loi du 29 mai 1959 précitée, aucun minerval direct ou indirect ne peut être perçu dans le cadre de la mise en œuvre des actions à discrimination positive visées par le présent titre.

TITRE III. — Dispositions transitoires

Art. 64. Aussi longtemps que n'est pas pris l'arrêté visé à l'article 4, § 3, alinéa 2, sont considérés comme à discrimination positive et à ce titre bénéficient des moyens supplémentaires attribués aux établissements et implantations visés à l'article 4 :

1° dans l'enseignement fondamental, les écoles fondamentales ordinaires, primaires et maternelles reconnues comme prioritaires conformément à l'article 8, § 2, du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental; dans le cas où une école n'est pas reconnue comme prioritaire mais où une ou plusieurs de ses implantations le sont, la prise en compte se fait au *pro rata* du nombre d'élèves de cette (ces) implantation(s);

2° dans l'enseignement secondaire, les établissements déterminés en application de l'article 10, alinéa 1^{er}, du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire; dans le cas où un établissement n'est pas reconnu comme prioritaire ou très prioritaire mais où une ou plusieurs de ses implantations le sont, la prise en compte se fait au *pro rata* du nombre d'élèves de cette (ces) implantation (s);

3° dans l'un et l'autre niveaux, les écoles, établissements et implantations agréés dans le cadre du programme des zones d'éducation prioritaire.

La date ultime d'entrée en vigueur de l'arrêté visé à l'article 4, § 3, alinéa 2, est fixée au 1^{er} septembre 1999.

Art. 65. Dans l'enseignement de promotion sociale, aussi longtemps que n'est pas entré en vigueur l'arrêté visé à l'article 4, § 3, alinéa 3 :

1° le montant visé à l'article 56 est réparti, entre l'enseignement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination visés à l'article 3, 11° :

a) pour 50 % en tenant compte des dotations de périodes;

b) pour 50 % en tenant compte des actions cofinancées par le Fonds social européen durant l'avant-dernière année civile qui précède l'année pendant laquelle les moyens seront utilisés;

2° sont considérés comme établissements ou implantations bénéficiaires de discriminations positives les établissements ou implantations qui comptent une proportion ou un nombre de demandeurs d'emploi supérieure à celle fixée par le Gouvernement sur proposition du Conseil supérieur.

Ne sont pas pris en considération dans le calcul de la proportion ou du nombre visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, les apprenants inscrits :

1° soit dans une section ou une unité de formation faisant l'objet de conventions visées aux articles 114 et 115 du décret du 16 avril 1991 précité et financée par le partenaire extérieur, à hauteur d'au moins 50 %;

2° soit dans une section ou une unité de formation classée au niveau de l'enseignement supérieur de promotion sociale.

Art. 66. Pour l'année 1998, les montants visés aux articles 56, 57 et 59 sont multipliés par un coefficient dont la valeur est 0,3.

Art. 67. Le décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 1998.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 juin 1998.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française chargée de l'Education,
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—
Note

Session 1997-1998.

Documents du Conseil. Projet de décret, n° 235-1. — Amendements de commission, n°s 235-2 à 28. — Rapport, n° 235-29. — Amendements de séance, n°s 235-30 et 31.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 23 juin 1998.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 2156

[S - C - 98/29332]

30 JUNI 1998. — Decreet dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Bepalingen betreffende het basisonderwijs en het secundair onderwijs

EERSTE HOOFDSTUK. — *Toepassingsgebied, doel en definities*

Artikel 1. . Deze titel is van toepassing op de instellingen die het onderwijs organiseren dat wordt bedoeld in artikel 1 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

Art. 2. Deze titel heeft het doel :

1. bepaalde instellingen te onderscheiden, of vestigingen voor gewoon basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, hierna instellingen genoemd, of vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten, op basis van de hieronder gedefinieerde criteria en :

a) in deze instellingen of vestigingen pedagogische acties te promoten die erop gericht zijn alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te garanderen, overeenkomstig artikel 6, 4 van hetzelfde decreet;

b) te dien einde, hen aanvullende middelen toe te wijzen;

c) de coördinatie te garanderen van de hierboven bedoelde middelen met elke andere hulp die aan deze instellingen of vestigingen wordt verleend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, het Waals Gewest, de Federale Staat, de Europese Unie en om het even welke instelling van openbaar nut;

2. voor alle instellingen of vestigingen die worden bedoeld in artikel 1 :

a) de preventie te bevorderen van het vroegtijdig verlaten van de school en het schoolverzuim;

b) de preventie te bevorderen van geweld, met een bijzondere aandacht voor de onderwijsinstellingen die worden bedoeld onder 1;

c) het schoolbezoek te bevorderen van de minderjarigen die illegaal op het grondgebied verblijven, voor zover ze hun ouders of de persoon die bekleed is met het ouderlijk gezag vergezellen.

Art. 3. In het kader van deze titel wordt verstaan onder :

1. positieve discriminatie : het onderscheid dat wordt gemaakt ten voordele van instellingen of vestigingen voor gewoon basis- en secundair onderwijs, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, op basis van maatschappelijke, economische, culturele en pedagogische criteria;

2. schoolverzuim : het gedrag van een leerling die, hoewel hij regelmatig is ingeschreven, vaak afwezig blijft uit de lessen zonder geldige reden;

3. verlaten van de school :

a) de situatie van een door de leerplicht gebonden leerling die niet is ingeschreven in een onderwijsinstelling en die geen huisonderwijs geniet;

b) de situatie van een door de leerplicht gebonden leerling die is ingeschreven in een onderwijsinstelling maar die hier zo vaak zonder geldige reden afwezig is gebleven dat hij meer dan 20 halve dagen heeft verzuimd;

4. onderwijsinstelling : elke vestiging die het in artikel 1 bedoelde onderwijs organiseert;

(De nota's betreffende deze tekst bevinden zich op blz. 27133.)

5. school : instelling die het basis-, kleuter- of lager onderwijs organiseert;
6. vestiging : deel van een onderwijsinstelling die gevestigd is op een plaats die niet grenst aan de plaats van het gebouw waarin de zetel van deze instelling is ondergebracht;
7. Algemene Raad van het Basisonderwijs : de Algemene Raad van het Basisonderwijs gecreëerd door artikel 21 van het decreet van 14 maart 1995 betreffende de promotie van het welslagen in de basisscholen;
8. Algemene Overlegraad voor het Secundair Onderwijs : de Algemene Overlegraad voor het Secundair Onderwijs die werd gecreëerd door artikel 1 van het decreet van 27 oktober 1994 dat het overleg voor het secundair onderwijs organiseert;
9. zone : de zone zoals deze is gedefinieerd in artikel 13 van het bovenvermelde decreet van 14 maart 1995;
10. entiteit : de entiteit van nabijheid zoals gedefinieerd in artikel 10 van ditzelfde decreet;
11. coördinatiecomité : elk coördinatiecomité zoals het wordt gedefinieerd in artikel 17 van ditzelfde decreet;
12. representatie- en coördinatieorgaan : elk representatie- en coördinatieorgaan dat wordt erkend overeenkomstig artikel 74 van het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997.

HOOFDSTUK 2. — *Positieve discriminatie*

Art. 4. § 1. Worden beschouwd als instellingen, scholen of vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten, degene die plaats bieden aan een bepaald, door de Regering enerzijds voor het basisonderwijs, anderzijds voor het secundair onderwijs overeenkomstig § 3 vastgelegd percentage leerlingen die verblijven in een wijk die, volgens objectieve opgaven, wordt gekenmerkt door :

a) een levensstandaard die lager is dan het nationale gemiddelde op het vlak van sociaal-economische typologie, rekening houdend met de woonomstandigheden, de middelen van de gezinnen uitgedrukt per persoon die tot het gezin behoort en de gediplomeerden;

b) een hoger percentage werklozen vergeleken met de totale bevolking;

c) een hoger percentage gezinnen met een bestaansminimum of maatschappelijke hulp.

De in lid 1 bedoelde niveaus en percentages worden sociaal-economische niveaus genoemd.

§ 2. De objectieve opgaven worden opgesteld op basis van interuniversitaire wetenschappelijke enquêtes. De enquête betreffende de sociaal-economische typologie houdt eveneens rekening met het feit dat deze wijken een buitenlandse bevolkingsgroep of een bevolkingsgroep van buitenlandse origine huisvesten die een meerderheid is geworden, voor zover deze aanwijzing het resultaat van de toepassing van de sociaal-economische criteria bevestigt.

§ 3. De resultaten van de enquête worden doorgegeven aan :

1. de Algemene Raad voor het Basisonderwijs;

2. de Algemene Overlegraad voor het Secundair Onderwijs;

3. de Hoge Raad van het Onderwijs voor Sociale Promotie, gecreëerd door het decreet van 16 april 1991 dat het onderwijs voor sociale promotie organiseert;

4. de Commissie voor Positieve Discriminatie die werd gecreëerd in artikel 6.

De Commissie voor Positieve Discriminatie en elk van de Algemene of Hoge Raden bezorgt de Regering, binnen een termijn van drie maanden :

1. een voorstel betreffende de sociaal-economische niveaus die in aanmerking moeten worden genomen om de wijken aan te duiden waarvoor positieve discriminatie gerechtvaardigd is;

2. een voorstel tot definitie van het percentage dat wordt bedoeld in § 1, lid 1.

De Regering stelt het sociaal-economische niveau vast dat in aanmerking moet worden genomen, alsook de percentages die worden bedoeld in § 1, lid 1.

§ 4. Voor elke instelling die in aanmerking kan komen voor positieve discriminatie wordt het aantal leerlingen met een leerstofachterstand van een jaar, van twee jaar en van drie jaar en meer vastgesteld. De vaststelling onderscheidt de leerstofachterstand door mislukkingen die werden geregistreerd binnen de instelling zelf, die interne achterstand wordt genoemd, en degene die werd geregistreerd in andere instellingen, die externe achterstand wordt genoemd.

Op voorstel van de Algemene Raad van het Basisonderwijs en de Algemene Overlegraad voor het Secundair Onderwijs legt de Regering per onderwijsniveau het percentage van de externe leerstofachterstand vast, dat een verergerende situatie vormt.

§ 5. De Commissie voor Positieve Discriminatie stelt de lijst op van de scholen, instellingen of vestigingen die in aanmerking komen voor positieve discriminatie op grond van de criteria die worden uiteengezet onder § 1 en geeft deze lijst door aan elk van de in § 3, lid 1 bedoelde Algemene Raden.

§ 6. Elke Algemene Raad stelt een lijst op van de scholen, instellingen of vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten, en legt deze voor aan de Regering.

Afhankelijk van de interne kenmerken van de instelling of de vestiging kan ze scholen, instellingen of vestigingen toevoegen aan of verwijderen van de in § 5 bedoelde lijst. Voor deze verwijderingen en toevoegingen is een precieze motivatie vereist. Daarnaast onderscheidt ze in voorkomend geval de scholen, instellingen en vestigingen waarvoor uiterste prioriteit geboden is. Deze onderscheiding wordt gemotiveerd.

De in lid 2 bedoelde interne kenmerken van de instelling of vestiging hebben met name betrekking op :

1. het percentage van de externe leerstofachterstand, vergeleken met het percentage dat wordt vastgelegd door de Regering, op grond van § 3;

2. in het basisonderwijs, op de verhouding leerkrachten/leerlingen;

3. in het secundair onderwijs, op het percentage leerlingen dat is ingeschreven in het beroepsonderwijs.

§ 7. De Regering neemt de voorstellen in ontvangst en stelt lijsten op van de instellingen, scholen en vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten. In voorkomend geval onderscheidt ze de scholen, instellingen en vestigingen waarvoor uiterste prioriteit geboden is.

§ 8. De lijsten van instellingen, scholen en vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten, kunnen jaarlijks worden herzien. Ze worden automatisch herzien na de interuniversitaire wetenschappelijke enquête, om de 4 jaar.

Art. 5. De aanvullende middelen die worden toegewezen aan de maatregelen voor positieve discriminatie bestaan uit :

1. menselijke hulpbronnen in de vorm van

a) aanvullende lesurenpakketten of pakketten « lesuren-leerkracht » die de aanwerving of de aanstelling mogelijk maken :

— in het basisonderwijs : van onderwijzers, met name om de klassen te verkleinen, aanpassingsklassen te creëren of een gedifferentieerde pedagogie in te voeren;

— in het secundair onderwijs : van leerkrachten, met name om de klassen te verkleinen, een gedifferentieerde pedagogie aan te wenden of aanpassingsklassen te organiseren voor leerlingen die geen Frans spreken, alsook van opvoedend hulp personeel of een rector of een onderdirecteur;

— in de psycho-medisch-sociale centra : van tijdelijke maatschappelijke werkers of tijdelijke sociale verpleegkundigen;

b) de vermindering van de normen op het vlak van opvoedend hulp personeel;

c) gesubsidieerde contractuelen in samenwerking met de Gewesten, met name :

— kleuterleidsters,;

— leerkrachten, teneinde de klassen te verkleinen of aanpassingsklassen te organiseren;

— opvoeders;

— maatschappelijke werkers;

d) de organisatie van specifieke opleidingen tijdens de loopbaan voor de leerkrachten en hun eventuele vervanging, in het kader van de beschikbare middelen;

e) gezamenlijke acties, met name op grond van artikelen 6 en 8, lid 9 en 10 van het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997, met de diensten van de sector Hulpverlening aan de Jeugd vastgelegd in artikel 1 van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de Hulpverlening aan de Jeugd, en meer specifiek de diensten voor hulpverlening in open omgeving die toegelaten zijn op grond van het besluit van 24 april 1995 betreffende de toelating van de diensten voor hulpverlening in open omgeving;

f) de contractuelen in het kader van een beroepsheroriënteringsprogramma, in samenwerking met de Gewesten :

— voor lichte renovatiewerken, zoals schilderwerken, timmerwerken, inrichten van lokalen of de directe omgeving;

— voor bijstand aan het opvoedend hulp personeel of het onderwijzend personeel;

2. materiële middelen die gericht zijn op de garantie van :

a) de creatie van ontmoetingsruimten, biblotheken, centra voor documentatie en hulpmiddelen, met inbegrip van met name de aankoop van boeken, kranten, tijdschriften, cd-roms, audiovisuele cassettes, in voorkomend geval gezamenlijk door verschillende naburige scholen, zelfs van verschillende netten;

b) de inrichting van de lokalen, met name de infrastructuur en uitrustingen die beschermen tegen inbraak, schilderwerken, de verwijdering van graffiti;

c) servicecontracten gesloten met culturele, sport-, vormingsorganisaties;

d) de organisatie van sportactiviteiten en culturele ontdekkingen in de ruime zin;

e) het in aanmerking nemen van werkomstandigheden die bijzonder zwaar zijn in instellingen of vestigingen voor secundair onderwijs die maatregelen voor positieve discriminatie genieten en die worden erkend als zeer prioritair.

Art. 6. § 1. Er wordt een Commissie voor Positieve Discriminatie opgericht die is samengesteld uit :

— de directeur-generaal van het wettelijk verplicht onderwijs, of zijn afgevaardigde, die de commissie voorziet;

— vijf vertegenwoordigers van de Algemene Raad van het Basisonderwijs die werd gecreëerd door het bovenvermelde decreet van 14 maart 1995;

— vier vertegenwoordigers van de Algemene Overlegraad voor het Secundair Onderwijs die werd gecreëerd door het bovenvermelde decreet van 27 oktober 1994;

— een vertegenwoordiger van de Regering;

— drie vertegenwoordigers van de vakbondsorganisaties die lid zijn van de Algemene Raad voor het Basisonderwijs of de Algemene Overlegraad voor het Secundair Onderwijs;

— drie vertegenwoordigers van de psycho-medisch-sociale centra;

— een vertegenwoordiger, met adviserende stem, van elke tussenkomende partij die wordt bedoeld in artikel 2, 1, c, op besluit van de Regering;

— de voorzitter van de Gemeenschapsraad voor Hulpverlening aan de Jeugd of zijn afgevaardigde, gecreëerd door artikel 26 van het bovenvermelde decreet van 4 maart 1991, met adviserende stem.

Elke vertegenwoordiger van een vakbondsorganisatie kan worden vervangen door een plaatsvervanger die lid is van de Algemene Raad voor het Basisonderwijs of de Algemene Overlegraad van het Secundair Onderwijs. Deze komt slechts samen bij afwezigheid van het personeel.

Wanneer de Commissie problemen behandelt die verband houden met de preventie van geweld of van het vroegtijdig verlaten van de school, dan omvat ze eveneens de in artikel 35 bedoelde coördinatoren van de ombudsdienst voor het onderwijs, met adviserende stem.

De Commissie heeft de opdracht :

1. haar advies in te dienen, op eigen initiatief of op vraag van de Regering, over de toepassing van het positieve-discriminatiebeleid;

2. de projecten inzake positieve discriminatie te coördineren waarbij andere partijen betrokken zijn dan de Franse Gemeenschap of die verschillende Inrichtende Machten verenigen;

3. de aanwending te vergemakkelijken van alle hulp die wordt verleend door de in artikel 2, 1, c bedoelde instellingen en organen, ten voordele van de instellingen, scholen en vestigingen die worden bedoeld in artikel 4.

4. toezicht uit te oefenen op de ombudsdienst die wordt bedoeld in artikel 34;

5. jaarlijks de kwaliteit te beoordelen van het onthaal van de kinderen in de verschillende instellingen, scholen en vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten;

6. jaarlijks de resultaten te beoordelen van de preventie van geweld in de instellingen en vestigingen voor secundair onderwijs die maatregelen voor positieve discriminatie genieten, en hiervan verslag uitbrengen aan de Regering;

7. jaarlijks de resultaten evalueren van de preventie van het vroegtijdig verlaten van de school in de instellingen en vestigingen voor basis- en secundair onderwijs die maatregelen voor positieve discriminatie genieten, en hiervan verslag uitbrengen aan de Regering;

De Commissie krijgt de hulp van drie ambtenaren van niveau 1 en drie bedienden of opstellers.

§ 2. De Regering laat om de drie jaar alle acties van positieve discriminatie beoordelen, met name door middel van onderzoek naar het onderwijs.

Op vraag van de Regering levert de Commissie een bijdrage aan deze onderzoeksactiviteiten.

Het beoordelingsrapport wordt doorgegeven aan het Parlement.

Art. 7. In het basisonderwijs wordt ten minste 360 miljoen frank toegekend aan de scholen en vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten. Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast, en voor de eerste keer in 1999, op basis van de evolutie van de index van de consumptieprijs die werd gedefinieerd door het koninklijk besluit van 24 december 1993 dat de uitvoering inhoudt van de wet van 6 januari 1989 ter bescherming van de concurrentiekracht van het land, de « gezondheidsindex » genoemd.

De Regering kan het in lid 1 bedoelde bedrag toewijzen aan gecoördineerde plannen met de instellingen en organen die worden bedoeld in artikel 2, 1, c), teneinde aan de hand van de middelen die door hen worden geïnvesteerd de menselijke of materiële hulpbronnen te verhogen die ter beschikking worden gesteld van de instellingen, scholen of vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten.

Het bedrag dat ofwel in lid 1 ofwel, in voorkomend geval, in lid 2 wordt bedoeld, wordt door de Regering toegewezen volgens de modaliteiten die worden gedefinieerd in artikelen 8 en 9.

Art. 8. § 1. Van het in artikel 7 bedoelde budget wordt een bedrag van ten minste 300 miljoen frank verdeeld in vier onderscheiden toelagen die respectievelijk bestemd zijn voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, het gesubsidieerd officieel onderwijs, het gesubsidieerd vrij onderwijs van confessionele aard, het gesubsidieerd vrij onderwijs van niet-confessionele aard. Het aandeel van elk net wordt verkregen door het in lid 1 gedefinieerde bedrag te vermenigvuldigen met een breuk waarvan de teller gelijk is aan het aantal leerlingen dat op 1 oktober regelmatig is ingeschreven in de scholen of vestigingen voor basisonderwijs van dit net die maatregelen voor positieve discriminatie genieten, en de noemer aan het aantal leerlingen dat op 1 oktober regelmatig is ingeschreven in de scholen of vestigingen voor basisonderwijs van alle netten die maatregelen voor positieve discriminatie genieten.

Elke coördinatiecomité dat in artikel 17 van het bovenvermelde decreet van 14 maart 1995 wordt bedoeld, doet een voorstel voor de verdeling van 80 % van de middelen die beschikbaar zijn voor de scholen en vestigingen die afhangen van zijn net, op basis van :

— voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap : alle leerlingen van scholen en vestigingen voor basisonderwijs die maatregelen voor positieve discriminatie genieten in de beschouwde zone;

— voor het gesubsidieerd officieel onderwijs : alle leerlingen van scholen en vestigingen voor basisonderwijs die maatregelen voor positieve discriminatie genieten in de beschouwde stad of gemeente;

— voor het gesubsidieerd vrij onderwijs : alle leerlingen van scholen en vestigingen voor basisonderwijs die maatregelen voor positieve discriminatie genieten in de beschouwde entiteit.

Elk coördinatiecomité informeert enerzijds de Regering, anderzijds de betrokken Inrichtende Machten ten laatste op 2 december over de middelen die werden vastgelegd op basis van lid 2.

§ 2. Na het advies te hebben gevraagd van de in artikel 69 van het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997 bedoelde Medezeggenschapsraad onderwerpen de Inrichtende Machten, alleen of per entiteit, voor het gesubsidieerde onderwijs en de schooldirecteuren, per zone, voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap ten laatste op 1 februari actieprojecten voor positieve discriminatie aan het advies van de Zoneraad die wordt bedoeld in artikel 14 van het bovenvermelde decreet van 14 maart 1995.

De projecten hebben betrekking op de middelen die worden vastgelegd in § 1, lid 2. Ze kunnen een aanvullend project omvatten, dat aanvullende middelen vereist, die moeten worden afgehouden van de resterende 20 %.

De projecten mogen maximaal lopen over 3 opeenvolgende jaren.

De projecten voorzien in de eerste plaats in menselijke hulpbronnen, met name degene die worden bedoeld in artikel 5, 1, a), eerste titel. In dit geval :

1. kan geen enkele definitieve benoeming of aanwerving worden uitgevoerd voor de op die manier gecreëerde betrekkingen; het aanvullende lesurenpakketten dat op die manier wordt gegenereerd kan eveneens, in zijn geheel of gedeeltelijk, worden toegewezen aan leden van het onderwijzend personeel die definitief zijn benoemd of aangesteld;

2. de diensten die in dit kader worden geleverd zijn in alle opzichten gelijkgesteld aan de diensten die in het organieke kader worden geleverd;

4. de betrekking wordt door de beschikbare middelen gefinancierd op forfaitaire basis, vertegenwoordigd door de jaarlijkse kosten van een volledige lesurenpakket van een leerkracht/klastitularis met een anciënniteit van 11 dienstjaren, zonder de kinderbijslag. Een deeltijdse betrekking wordt gefinancierd op dezelfde manier en op dezelfde basis volgens het deel dat overeenkomt met de gepresteerde tijd;

5. het aanvullende lesurenpakketten wordt gebruikt na overleg met de representatieve vakbondsorganisaties.

Het overleg met de representatieve vakbondsorganisaties gebeurt :

1. in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 1974 die de betrekkingen organiseert tussen de overheden en de vakbonden van de personeelsleden die afhangen van deze overheden;

2. in het gesubsidieerd officieel onderwijs, overeenkomstig de bepalingen van artikelen 85 tot 96 van het decreet van 6 juni 1994 dat het statuut regelt van de leden van het gesubsidieerde personeel van het gesubsidieerd officieel onderwijs;

3. in het gesubsidieerd vrij onderwijs, overeenkomstig de bepalingen betreffende de ondernemingsraden of, bij ontstentenis, het Comité voor de arbeidsbescherming, of, bij ontstentenis, in de lokale overlegorganen, of, bij ontstentenis, met de vakbondsafvaardigingen.

De projecten kunnen tevens voorzien in :

1. de tijdelijke aanstelling of aanwerving voor een bepaalde duur in het psycho-medisch-sociale centrum dat bevoegd is voor de scholen en vestigingen die de bedoelde maatregelen voor positieve discriminatie genieten, van een aanvullende voltijdse of halftijdse maatschappelijk werker die ter beschikking wordt gesteld van deze scholen en vestigingen volgens de modaliteiten die de Regering vastlegt; deze betrekking wordt toegewezen aan de beschikbare middelen, naar evenredigheid van een aanvullend maatschappelijk werker of sociaal verpleegkundige met een anciënniteit van 11 dienstjaren, met de volledige last van de jaarlijkse kosten, alle lasten inbegrepen, zonder de kinderbijslag mee te rekenen;

2. de aanwerving van niet-onderwijzend personeel met een arbeidscontract van bepaalde duur;

3. specifieke opleidingen tijdens de loopbaan;

4. de aankoop van materieel, de installatie en de werking van bibliotheken, centra voor documentatie en hulpmiddelen, de aankoop van boeken, kranten en tijdschriften;

5. de rechten voor participatie aan sportactiviteiten en de rechten voor toegang tot musea, theaters en andere activiteiten van cultureel belang in de ruime zin;

6. de terugbetaling van de vervoerskosten die voortvloeien uit de activiteiten die worden bedoeld in 5, zowel voor het personeel als voor de leerlingen;

7. de aanwerving van niet-onderwijzend personeel met een arbeidscontract in het kader van een programma voor beroepsheroriëntering, teneinde lichte renovatiewerken, zoals schilderwerken, timmerwerken, het inrichten van lokalen of de directe omgeving; uit te voeren, of hulp te verlenen aan het onderwijzend personeel.

De projecten kunnen tevens voorzien in gezamenlijke acties van de instellingen van de verschillende netten op het grondgebied van eenzelfde gemeente of een geheel van gemeenten. In dit geval worden ze voorgelegd aan de Regering, door haar goedgekeurd en uitgevoerd overeenkomstig de procedure die wordt beschreven in artikel 9. Dezelfde procedure geldt wanneer een project voorziet in een gezamenlijke actie van een school of vestiging voor basisonderwijs die maatregelen voor positieve discriminatie geniet en een instelling of vestiging voor secundair onderwijs die maatregelen voor positieve discriminatie geniet.

§ 3. In het kader van de projecten die worden bedoeld in § 2 en de middelen die worden toegekend onder § 1, lid 2, kan een Inrichtende Macht eveneens verzoeken om de toewijzing van een aanvullende werkingssubsidie, die wordt berekend naar evenredigheid van het aantal leerlingen dat op de vorige 1 oktober was ingeschreven in zijn scholen of vestigingen voor basisonderwijs die maatregelen voor positieve discriminatie genieten. Het aldus toegekende bedrag mag niet hoger liggen dan 500 frank per leerling. Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast, en voor het eerst in 1999, op basis van de evolutie van de index van de consumptieprijzen die werd gedefinieerd door het koninklijk besluit van 24 december 1993 dat de uitvoering inhoudt van de wet van 6 januari 1989 ter bescherming van de concurrentiekracht van het land, de « gezondheidsindex » genoemd.

Op gelijkaardige manier kan een instelling van de Franse Gemeenschap in het kader van de projecten die worden bedoeld in § 2 en de middelen die worden toegewezen onder § 1, lid 2, eveneens verzoeken om de toewijzing van aanvullende werkingskredieten, berekend naar evenredigheid van het aantal leerlingen dat op de vorige 1 oktober was ingeschreven in de school of de vestigingen voor basisonderwijs die maatregelen voor positieve discriminatie genieten. Het op die manier toegewezen bedrag mag niet hoger liggen dan 500 frank per leerling. Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast, en voor het eerst in 1999, op basis van de evolutie van de index van de consumptieprijzen die werd gedefinieerd door het koninklijk besluit van 24 december 1993 dat de uitvoering inhoudt van de wet van 6 januari 1989 ter bescherming van de concurrentiekracht van het land, de « gezondheidsindex » genoemd.

§ 4. De Zoneraden dienen hun projecten en hun advies vóór 15 maart in bij het Coördinatiecomité.

§ 5. Elk Coördinatiecomité onderzoekt ze en verdeelt de resterende 20 % van de beschikbare middelen. Zodra het de projecten heeft goedgekeurd, en in elk geval vóór 1 mei, dient het Coördinatiecomité het algemene ontwerp in bij de Regering, waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen :

1. de toewijzing voor personeel overeenkomstig § 2, lid 3;

2. de steun aan projecten in het kader van § 2, leden 4 en 5;

3. de eventuele voorstellen voor de toekenning van subsidies of kredieten in toepassing van § 3.

Het voorstel wordt eveneens doorgegeven, binnen dezelfde termijnen, aan de Commissie voor Positieve Discriminatie.

Indien zij dit nodig acht, richt de Commissie voor Positieve Discriminatie haar opmerkingen aan de regering.

§ 6. Wat de in § 2, lid 3 bedoelde middelen betreft, handelt de Regering als volgt :

1. indien ze het voorstel voor de verdeling goedkeurt, dan wijst ze ze toe in een enkel besluit per net;

2. indien ze het voorstel voor de verdeling niet goedkeurt, dan verzoekt ze het coördinatiecomité om het te wijzigen. Bij ontstentenis wijzigt de Regering de verdeling.

Voor de andere middelen handelt de regering als volgt :

1. indien ze het voorstel voor de verdeling goedkeurt, dan belast ze de directeur-generaal van het wettelijk verplichte onderwijs met de opstelling van de besluiten betreffende subsidies of toekenning van kredieten;

2. indien ze het voorstel voor de verdeling niet goedkeurt, dan verzoekt ze het coördinatiecomité het te wijzigen. Bij ontstentenis wijzigt de Regering de verdeling.

Art. 9. § 1. De Commissie voor Positieve Discriminatie bestemt het saldo van het in artikel 7 bedoelde budget, dat niet lager mag liggen dan 60 miljoen frank, voor de uitvoering van aanvullende projecten, ten voordele van de scholen en vestigingen voor basisonderwijs die maatregelen voor positieve discriminatie genieten, die erop gericht zijn, in voorkomend geval op gezamenlijke wijze door verschillende naburige scholen, met inbegrip van scholen van verschillende netten, de werking te garanderen van bibliotheken en centra voor documentatie en hulpmiddelen tijdens en buiten de uren en lestijden waarin de scholen geopend zijn, alsook van activiteiten van cultureel belang in de ruime betekenis.

§ 2. Het budget wordt verdeeld met inachtneming van de in artikel 8, § 1 bedoelde verhoudingen.

De projecten mogen maximaal lopen over 3 opeenvolgende jaren.

De projecten die ten goede komen aan instellingen of scholen van verschillende netten worden naar evenredigheid aangerekend aan elk van hen.

§ 3. Het instellingshoofd voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, de Inrichtende Macht of de Groep van Inrichtende Machten voor het gesubsidieerd onderwijs dienen hun voorstellen vóór 15 maart in bij de Commissie voor Positieve Discriminatie. Deze richt onmiddellijk een afschrift hiervan ter informatie aan het bevoegde Coördinatietoelichtingscomité.

§ 4. De Commissie voor Positieve Discriminatie geeft haar voorstel voor de verdeling vóór 1 mei door aan de Regering.

§ 5. De Regering handelt als volgt :

1. indien ze het voorstel voor de verdeling goedkeurt, dan belast ze de directeur-generaal van het wettelijk verplichte onderwijs met de opstelling van de besluiten betreffende subsidies of toekenning van kredieten;

2. indien ze het voorstel voor de verdeling niet goedkeurt, dan verzoekt ze het coördinatietoelichtingscomité het te wijzigen. Bij ontstentenis wijzigt de Regering de verdeling.

Art. 10. In het secundair onderwijs wordt ten minste 310 miljoen frank toegewezen aan instellingen en vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten. Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast, en voor het eerst in 1999, op basis van de evolutie van de index van de consumptieprijzen die werd gedefinieerd door het koninklijk besluit van 24 december 1993 dat de uitvoering inhoudt van de wet van 6 januari 1989 ter bescherming van de concurrentiekracht van het land, de « gezondheidsindex » genoemd.

De Regering kan het in lid 1 bedoelde bedrag toewijzen aan gecoördineerde plannen met de in artikel 2, 1, c, bedoelde instellingen en organen, teneinde aan de hand van de middelen die door hen worden geïnvesteerd de menselijke of materiële hulpbronnen te verhogen die ter beschikking worden gesteld van de instellingen, scholen of vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten.

Het bedrag dat ofwel in lid 1 ofwel, in voorkomend geval, in lid 2 wordt bedoeld, wordt door de Regering toegewezen volgens de modaliteiten die worden gedefinieerd in artikelen 11 en 12.

Art. 11. § 1. Het budget dat wordt bedoeld in artikel 10, een bedrag van ten minste 220 miljoen frank, wordt toegewezen voor aanvullingen bij de pakketten « lesuren-leerkracht » met ten minste 12 pakketten « lesuren-leerkracht », per instelling, ten voordele van de instellingen en vestigingen voor secundair onderwijs die maatregelen voor positieve discriminatie genieten.

Het aantal pakketten « lesuren-leerkracht » wordt verkregen door het quotiënt van het in lid 1 bedoelde bedrag te vermenigvuldigen met de kosten, met inbegrip van alle lasten, van een leerkracht voor algemene vakken voor de lagere graad van het secundair onderwijs met een anciënniteit van 11 dienstjaren.

Het aantal pakketten « lesuren-leerkracht » dat werd verkregen in lid 2 wordt verdeeld in vier onderscheiden toelagen die respectievelijk bestemd zijn voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, het gesubsidieerd officieel onderwijs, het gesubsidieerd vrij onderwijs van confessionele aard, het gesubsidieerd vrij onderwijs van niet-confessionele aard. Het aandeel van elk net wordt verkregen door het in lid 1 gedefinieerde bedrag te vermenigvuldigen met een breuk waarvan de teller gelijk is aan het aantal leerlingen dat op 15 januari regelmatig is ingeschreven in de scholen of vestigingen voor basisonderwijs van dit net die maatregelen voor positieve discriminatie genieten, en de noemer aan het aantal leerlingen dat op 15 januari regelmatig is ingeschreven in de scholen of vestigingen voor basisonderwijs van alle netten die maatregelen voor positieve discriminatie genieten.

§ 2. De personeelsaanvulling in de instellingen en vestigingen voor secundair onderwijs die maatregelen voor positieve discriminatie genieten wordt, na kennisgeving van het advies van de Medezeggenschapsraad die wordt bedoeld in artikel 69 van het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997 betreffende de prioriteiten, toegewezen aan de invoering van kleinere klassen, de organisatie van aanpassingsklassen voor leerlingen die geen Frans spreken, de preventie van geweld, de preventie van het vroegtijdig verlaten van de school, de remediering en de activiteiten die worden bedoeld in artikel 20, § 4, 1 tot 4, van het decreet van 29 juli 1992 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan.

Na advies van de in lid 1 bedoelde Medezeggenschapsraad kan de personeelsaanvulling eveneens worden toegewezen aan de tijdelijke aanstelling of aanwerving van een voltijdse of deeltijdse maatschappelijk werker of een sociaal verpleegkundige voor een bepaalde duur in het psycho-medisch-sociaal centrum voor de bedoelde instelling of vestiging die maatregelen voor positieve discriminatie geniet, die ter beschikking wordt gesteld van deze instelling of vestiging volgens de modaliteiten die de Regering vastlegt; deze betrekking wordt toegewezen aan het aantal pakketten « lesuren-leerkracht », naar evenredigheid van 22 pakketten « lesuren-leerkracht » per volledig lesurenpakket.

De aanvullende pakketten « lesuren-leerkracht » worden gebruikt na overleg met de representatieve vakbondsorganisaties.

§ 3. De instellingshoofden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap dienen hun voorstellen vóór 15 maart in bij de Regering.

Voor het gesubsidieerd onderwijs dienen de Inrichtende Machten vóór 15 maart hun voorstellen in bij hun representatie- en coördinatieorgaan.

§ 4. De Regering voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap en elk representatie- en coördinatieorgaan voor het gesubsidieerd onderwijs stellen een voorstel op voor de verdeling op van de beschikbare pakketten « lesuren-leerkracht » ten voordele van de instellingen en vestigingen die afhangen van hun net. De representatie- en coördinatieorganen dienen hun voorstel voor de verdeling vóór 1 mei in bij de Regering.

De voorstellen voor de verdeling worden eveneens doorgegeven, binnen dezelfde termijnen, aan de Commissie voor Positieve Discriminatie.

Indien zij dit nodig acht, informeert de Regering de Commissie voor Positieve Discriminatie over haar voorstel voor de verdeling.

Indien zij dit nodig acht, richt de Commissie voor Positieve Discriminatie haar opmerkingen aan de Regering.

§ 5. De Regering handelt als volgt :

1. indien ze het voorstel voor de verdeling goedkeurt, dan wijst ze het toe in een enkel besluit per net;
2. indien ze het voorstel voor de verdeling niet goedkeurt, dan verzoekt ze het coördinatieteam om het te wijzigen. Bij ontstentenis wijzigt de Regering de verdeling.

Art. 12. § 1. Van het in artikel 10 bedoelde budget wordt ten minste 60 miljoen frank bestemd voor de uitvoering van projecten voor de preventie van geweld in de instellingen en vestigingen voor secundair onderwijs die maatregelen voor positieve discriminatie genieten.

De projecten hebben betrekking op :

1. de organisatie van specifieke opleidingen tijdens de loopbaan voor de leerkrachten;
2. de inrichting van de lokalen en de directe omgeving, met name de infrastructuur en uitrustingen die beschermen tegen inbraak, schilderwerken, de verwijdering van graffiti;
3. de creatie van ontmoetingsruimten, mediatheken, bibliotheek, centra voor documentatie en hulpmiddelen, met inbegrip van met name de aankoop van boeken, kranten, tijdschriften, cd-roms, audiovisuele cassettes, enz.;
4. de samenwerking met de diensten van de sector Hulpverlening aan de Jeugd, en met name de diensten voor hulpverlening in een open omgeving, vastgelegd in artikel 1 van het bovenvermelde decreet van 4 maart 1991.

Voor zover dit mogelijk is, houden de projecten de actieve participatie in van de leerlingen en van alle betrokken partijen in de Medezeggenschapsraad door het decreet van 24 juli 1997.

De projecten kunnen ook voorzien in gezamenlijke acties van de instellingen van verschillende niveaus en/of netten op het grondgebied van eenzelfde gemeente of geheel van gemeenten.

De projecten kunnen eveneens voorzien in de aanwerving van niet-onderwijzend personeel in het kader van een beroepsheroriënteringsprogramma :

- voor lichte renovatiewerken, zoals schilderwerken, timmerwerken, het inrichten van lokalen of de directe omgeving;
- voor bijstand aan het opvoedend hulppersoneel;

De projecten mogen maximaal lopen over 3 opeenvolgende jaren.

§ 2. Het budget wordt verdeeld met inachtneming van de verhoudingen die worden bedoeld in artikel 11, § 1.

De projecten die ten goede komen aan instellingen of scholen van verschillende netten worden naar evenredigheid aangerekend aan elk van hen.

§ 3. De instellingshoofden voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, de Inrichtende Machten voor het gesubsidieerd onderwijs dienen hun projecten voor de preventie van geweld vóór 15 maart in bij de Commissie voor Positieve Discriminatie.

§ 4. De Commissie bezorgt de Regering vóór 1 mei een voorstel voor de verdeling van de beschikbare middelen over de door haar goedgekeurde projecten.

§ 5. De Regering handelt als volgt :

1. indien ze het voorstel voor de verdeling goedkeurt, dan belast ze de directeur-generaal van het wettelijk verplichte onderwijs met de opstelling van de besluiten betreffende subsidies of toekenning van kredieten;
2. indien ze het voorstel voor de verdeling niet goedkeurt, dan verzoekt ze het coördinatieteam het te wijzigen. Bij ontstentenis wijzigt de Regering de verdeling.

Art. 13. In de instellingen en vestigingen voor secundair onderwijs die maatregelen voor positieve discriminatie genieten en die worden erkend als zeer prioritair, maakt het gebruik van de in artikel 11 bedoelde pakketten « lesuren-leerkracht » het mogelijk bij te dragen tot een verbetering van de arbeidsomstandigheden door begeleiding van de leerlingen en overleg binnen de educatieve teams.

Binnen deze zelfde instellingen en vestigingen, in afwijking van het koninklijk besluit van 30 december 1959 betreffende het ziekteverlof en het zwangerschapsverlof van personeelsleden van het Rijksonderwijs, is de vervanging van personeelsleden met ziekteverlof toegelaten vanaf een afwezigheid van ten minste 5 dagen.

Binnen deze zelfde instellingen, in afwijking van artikel 4 van het koninklijk besluit van 15 april 1997 dat de regels en voorwaarden vastlegt voor de berekening van het aantal betrekkingen in bepaalde functies van het opvoedend hulppersoneel en het administratief personeel van de instellingen voor secundair en hoger onderwijs, kunnen de betrekkingen die worden bedoeld in artikel 3 van hetzelfde besluit worden gecreëerd of gesubsidieerd, in de devolutive volgorde die hierin wordt vastgelegd, ten belope van een betrekking per volledige schijf van 70 leerlingen.

In de vestigingen voor secundair onderwijs die maatregelen voor positieve discriminatie genieten en die als zeer prioritair worden beschouwd, kunnen de in artikel 3 van dit besluit bedoelde betrekkingen in afwijking van artikel 4 van hetzelfde besluit worden gecreëerd of gesubsidieerd, door afzonderlijke telling voor de vestiging, in de devolutive volgorde die hierin is vastgelegd, ten belope van een betrekking per volledige schijf van 70 leerlingen.

Art. 14. Binnen de beperkingen van de begrotingsmiddelen kan de Regering tegemoetkomen in het deel van de Openbare Machten teneinde de aanwerving van niet-onderwijzend personeel met een arbeidsovereenkomst te bevorderen in het kader van een beroepsheroriënteringsprogramma binnen de instellingen, scholen en vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten en die in artikel 4 worden bedoeld :

- voor lichte renovatiewerken, zoals schilderwerken, timmerwerken, het inrichten van lokalen of de directe omgeving;
- voor bijstand aan het opvoedend hulppersoneel of het onderwijzend personeel;

Art. 15. § 1. De termijn aanduidingen die worden vastgelegd in artikelen 8 tot 12 hebben betrekking op het schooljaar dat voorafgaat aan het schooljaar waarin de aanvullende middelen worden toegekend.

De middelen in personeel die worden toegekend voor een volledig schooljaar worden aangegaan naar evenredigheid van een kwart van het budget van het kalenderjaar waarin het schooljaar begint, voor de resterende drie vierde op het budget van het volgende kalenderjaar.

De andere middelen worden volledig betrokken uit het budget van het kalenderjaar waarin het schooljaar aanvangt.

§ 2. In bijzonder ernstige omstandigheden, waarover de Regering oordeelt, kan de Regering afwijken van de verplichtingen inzake raadpleging en termijnen die worden bepaald in artikel 11, § 2, § 3 en § 4 en artikel 12, § 2, en kan ze de aanwerving, met dringendheid, toelaten van het personeel dat nodig is voor de goede werking van de instelling.

Art. 16. Wanneer een Inrichtende Macht hulp ontvangt enerzijds in het kader van artikel 8, met uitzondering van een personeelsaanvulling, anderzijds in het kader van ofwel artikel 9, ofwel artikel 12, ofwel allebei, dan wordt de hulp in zijn geheel toegekend door een enkel besluit tot subsidiëring dat door de Commissie voor Positieve Discriminatie ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Regering.

Op gelijkaardige manier, wanneer een instelling of een groep van instellingen van de Franse Gemeenschap hulp ontvangt enerzijds in het kader van artikel 8, met uitzondering van een personeelsaanvulling, anderzijds in het kader van ofwel artikel 9, ofwel artikel 12, ofwel allebei, dan wordt de hulp hen in zijn geheel toegekend door een enkel besluit tot toekenning van kredieten dat door de Commissie voor Positieve Discriminatie ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de Regering.

Art. 17. Elke Inrichtende Macht die rechtstreeks of onrechtstreeks hulp ontvangt van een instelling of een orgaan zoals bedoeld in artikel 2, 1, c, ten behoeve van een instelling die een maatregel voor positieve discriminatie vraagt of aanvaardt, informeert de Commissie voor Positieve Discriminatie volgens de modaliteiten die door de Regering worden vastgelegd. Dezelfde procedure is van toepassing op de instellingen van de Franse Gemeenschap.

Art. 18. In het onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt voor de tewerkstellingsveranderingen van het leidinggevend, onderwijzend of opvoedend hulppersoneel prioriteit verleend aan degenen die gedurende ten minste 10 jaar tewerkgesteld waren in een instelling die wordt bedoeld in artikel 4, alsook aan degenen die worden bedoeld in artikel 64.

In het gesubsidieerd officieel onderwijs wordt voor de tewerkstellingsveranderingen van het leidinggevend, onderwijzend of opvoedend hulppersoneel prioriteit verleend aan degenen die gedurende ten minste 10 jaar tewerkgesteld waren in een instelling die wordt bedoeld in artikel 4, alsook aan degenen die worden bedoeld in artikel 64.

In het gesubsidieerd vrij onderwijs kent de Inrichtende Macht die de vacante betrekkingen moet invullen deze plaatsen toe aan de personeelsleden die zich in voorkomend geval kandidaat hebben gesteld overeenkomstig artikel 35 van het decreet van 1 februari 1993 dat het statuut vastlegt van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, in de volgorde van de onderstaande prioriteiten :

1. via de procedure van tijdelijke tewerkstellingen die wordt bedoeld in artikel 3 van het decreet van 12 juli 1990 dat een aantal bepalingen van de onderwijswetgeving wijzigt, aan de personeelsleden die ten minste 10 jaar tewerkgesteld zijn in een instelling die wordt bedoeld in artikel 4, alsook aan degenen die worden bedoeld in artikel 64 en die dezelfde functies bekleeden als degenen aan wie de vacante betrekking toebehoort;
2. aan de personeelsleden die ter beschikking worden gesteld of die een deel van hun lesurenpakket verliezen;
3. aan de personeelsleden die prioriteiten genieten die worden gedefinieerd door het bovenvermelde decreet van 1 februari 1993.

Art. 19. Elk jaar zullen na 1 oktober geen re-affectaties of aanvullingen van het lesurenpakket worden ingevoerd indien dit zou leiden tot het ontslag of tot de vermindering van het lesurenpakket van een lid van het tijdelijke personeel dat toegewezen is aan een instelling die geklasseerd is in de categorie van de secundaire instellingen die zeer prioritaire maatregelen voor positieve discriminatie genieten.

HOOFDSTUK III. — *De preventie van geweld in alle onderwijsinstellingen*

Eerste afdeling. — Toegang tot de onderwijsinstellingen

Art. 20. De personeelsleden en hun leerlingen krijgen toegang tot de lokalen tijdens en buiten de lesuren, afhankelijk van de noodzaken van de dienst en de pedagogische activiteiten, volgens de modaliteiten die worden gedefinieerd door het instellingshoofd in het Gemeenschapsonderwijs en door de Inrichtende Macht in het gesubsidieerd onderwijs.

De ouders en de personen die zijn bekleed met het ouderlijk gezag krijgen eveneens toegang tot de instelling volgens de modaliteiten die worden gedefinieerd door het instellingshoofd in het Gemeenschapsonderwijs, door de Inrichtende Macht in het gesubsidieerd onderwijs.

Behoudens uitdrukkelijke goedkeuring van het instellingshoofd voor het Gemeenschapsonderwijs, van de Inrichtende Macht in het gesubsidieerd onderwijs of hun afgevaardigden, krijgen de ouders geen toegang tot de lokalen waarin de lessen en verschillende pedagogische activiteiten plaatsvinden tijdens de duur ervan.

Art. 21. § 1. Bij de uitoefening van hun functie krijgen de volgende personen eveneens toegang tot de onderwijsinstellingen :

1. de afgevaardigden van de Regering;
2. de afgevaardigden van de Inrichtende Macht voor het onderwijs dat ze organiseert;
3. de te dien einde naar behoren door de Franse Gemeenschap aangestelde inspecteurs en controleurs
4. de inspecteurs en afgevaardigden van de verschillende diensten van de Staat die belast zijn met de inspecties inzake volksgezondheid en de naleving van de arbeidswetgeving;
5. de burgemeester en zijn afgevaardigde op het vlak van brandpreventie;
6. de officieren van de gerechtelijke politie, de officieren van het openbaar ministerie, de politie- en rijkswachtdiensten die naar behoren zijn uitgerust met een aanhoudingsbevel of een huiszoekingsbevel of in het geval van een betrapting op heterdaad of een misdaad;
7. het medisch en verpleegkundig personeel waarvan de tussenkomst wordt gevraagd;

Behalve in geval van dringendheid of betrapting op heterdaad dienen alle personen die worden bedoeld in lid 1 zich vooraf bij het instellingshoofd of zijn afgevaardigde aan te melden.

§ 2. In instellingen van niet-confessionele aard hebben de godsdienstleiders en hun afgevaardigden van rechtswege toegang tot de lokalen waarin lessen over hun religie worden gegeven, tijdens de duur ervan. Ze melden zich vooraf aan bij het instellingshoofd of zijn afgevaardigde.

Art. 22. Personen die niet zijn opgenomen in de voorwaarden van artikelen 20 en 21 moeten het instellingshoofd of zijn afgevaardigde om toestemming vragen om de lokalen te betreden.

Elke persoon die de lokalen van een onderwijsinstelling betreedt tegen de wil van het instellingshoofd of zijn afgevaardigde, ofwel met behulp van bedreigingen of gewelddaden tegen personen, ofwel met behulp van braak, inklimming of valse sleutels, is strafbaar op grond van artikel 439 van het strafwetboek.

Art. 23. De werken die in scholen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten nodig zijn om infrastructuren ter voorkoming van binnendringing te installeren, ingeval dergelijke voorvallen door hun ernstig en herhaaldelijke karakter de werk- en leeromstandigheden zwaar zouden verstoren, genieten prioriteit in de toewijzing van de middelen die worden bedoeld in artikelen 5, 7 en 9 van het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs dat wordt georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 24. Tijdens opendeurdagen verliezen de onderwijsinstellingen de bijzondere bescherming die verbonden is aan de privéwoning.

Afdeling 2. — Bepaalde ernstige daden van geweld die uitsluiting rechtvaardigen

Art. 25. Worden met name beschouwd als feiten die de fysieke, psychologische of morele integriteit van een personeelslid of leerling aantasten of die de organisatie of de goede werking van een onderwijsinstelling in het gedrang brengen, en die de definitieve uitsluiting kunnen rechtvaardigen die wordt bepaald in artikelen 81 en 89 van het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997 :

1. alle slagen en verwondingen die bewust door een leerling worden toegebracht aan een andere leerling of aan een personeelslid, binnen de omheining van de instelling of erbuiten, met arbeidsongeschiktheid of ongeschiktheid om de lessen bij te wonen tot gevolg, zelfs als deze van beperkte duur is;

2. alle slagen en verwondingen die bewust door een leerling worden toegebracht aan een afgevaardigde van de Inrichtende macht, een lid van de inspectie- en controlediensten, een afgevaardigde van de Franse Gemeenschap, binnen de omheining van de instelling of erbuiten, met arbeidsongeschiktheid tot gevolg, zelfs als deze van beperkte duur is;

3. alle slagen en verwondingen die bewust door een leerling worden toegebracht aan een persoon die gemachtigd is om de instelling te betreden, indien ze binnen de omheining van de instelling worden toegebracht, met arbeidsongeschiktheid tot gevolg, zelfs als deze van beperkte duur is;

4. het binnenbrengen of bezitten door een leerling binnen de omheining van een onderwijsinstelling of in de onmiddellijke omgeving van deze instelling van om het even welk wapen dat wordt bedoeld, in welke categorie dan ook, in artikel 3 van de wet van 3 januari 1993 betreffende de fabricage, de verhandeling en het dragen van wapens en de handel in munitie;

5. elke hantering buiten het didactische gebruik ervan van een instrument dat wordt gebruikt in het kader van bepaalde lessen of pedagogische activiteiten, indien dit instrument verwondingen kan veroorzaken;

6. het binnenbrengen of bezitten door een leerling binnen de omheining van een onderwijsinstelling of in de onmiddellijke omgeving van deze instelling van om het even welk instrument, gereedschap, voorwerp dat snijdt, kneust of verwondt;

7. het binnenbrengen of bezitten door een leerling binnen de omheining van een onderwijsinstelling of in de onmiddellijke omgeving van deze instelling van brandbare stoffen, behalve in het geval deze nodig zijn voor pedagogische activiteiten en uitsluitend worden gebruikt in het kader ervan;

8. het binnenbrengen of bezitten door een leerling binnen de omheining van een onderwijsinstelling of in de onmiddellijke omgeving van deze instelling van middelen die worden bedoeld in artikel 1 van de wet van 24 februari 1921 betreffende de handel in giftige, slaapverwekkende, verdoevende, ontsmettende of antiseptische middelen, in overtreding van de regels die zijn vastgelegd voor het gebruik, de handel en de opslag van deze middelen;

9. de afpersing, met behulp van gewelddaden of bedreigingen, geld, waarden, voorwerpen, beloften, van een andere leerling of een personeelslid binnen de omheining van de instelling of erbuiten;

10. de bewuste en herhaaldelijke uitoefening van een ondraaglijke psychologische druk op een andere leerling of een personeelslid, door beledigingen, letsels, laster of eerroof.

De Regering legt bijzondere modaliteiten vast voor de toepassing van lid 1, 4, in de instellingen die een optie « wapensmederij » organiseren.

Art. 26. Wanneer bewijs kan worden aangevoerd dat een persoon die niet behoort tot de instelling een van de in artikel 25, lid 1 bedoelde ernstige handelingen heeft gesteld, op aansporing van of met de medeplichtigheid van een leerling van de instelling, dan wordt deze laatste beschouwd als de dader van een feit dat de fysieke, psychologische of morele integriteit van een personeelslid of leerling aantast of dat de organisatie of de goede werking van een onderwijsinstelling in het gedrang brengt, en dat de definitieve uitsluiting kan rechtvaardigen die wordt bepaald in artikelen 81 en 89 van het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997 :

Lid 1 is niet van toepassing op minderjarige leerlingen voor een feiten die worden gepleegd door hun ouders of door de persoon die bekleed is met het ouderlijke gezag.

Afdeling 3. — Tussenkomen binnen de omheining van de instellingen en de opleiding ter preventie van geweld in alle instellingen voor secundair onderwijs

Art. 27. Elk overlegcomité dat wordt bedoeld in artikel 15 van het decreet van 16 juli 1993 voorziet voor de kredieten voor opleiding tijdens de loopbaan in :

1. tussenkomen binnen de onderwijsinstellingen die hierom verzoeken, teneinde een onmiddellijke en geschikte hulp te verschaffen in het domein van de preventie van geweld;

2. specifieke opleidingen over met name het beheer van conflicten, de preventie van bedreigingen, jongerenculturen, communicatie met adolescenten die dreigen buiten de maatschappij te geraken.

In het geval van toegespitste crisissituaties, die als zodanig worden erkend door de minister in het onderwijs van de Franse Gemeenschap, door het representatie- en coördinatieorgaan in het gesubsidieerd onderwijs, wordt de in lid 1, 1 bedoelde tussenkomen gegarandeerd indien het instellingshoofd voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap of de Inrichtende macht voor het gesubsidieerde onderwijs hierom verzoekt, binnen een termijn van 8 dagen.

Art. 28. De Regering legt de modaliteiten vast volgens dewelke de personeelsleden gratis rechtsbijstand kunnen genieten voor alle agressies die worden geleden in het kader van hun dienst of die rechtstreeks verband houden met deze dienst.

De Regering legt de modaliteiten vast volgens dewelke de personeelsleden gratis dringende psychologische bijstand kunnen genieten voor alle agressies die worden geleden in het kader van hun dienst of die rechtstreeks verband houden met deze dienst

Afdeling 4. — De rol van de psycho-medisch-sociale centra in de preventie van geweld

Art. 29. Het instellingshoofd of zijn afgevaardigde is verplicht het psycho-medisch-sociale centrum regelmatig op de hoogte te houden van de feiten of aanwijzingen van geweld die zich in zijn instelling hebben voorgedaan.

In samenwerking met het educatieve team, en in voorkomend geval met de ombudsmannen van de school, komt het psycho-medisch-sociale centrum tussen ten aanzien van de leerlingen en hun gezin.

Het psycho-medisch-sociale centrum vergezelt en steunt elke leerling die het slachtoffer is geworden van daden van geweld of bedreigingen, indien hij hierom verzoekt.

De in artikel 27 bedoelde tussenkomen kunnen gezamenlijk met het psycho-medisch-sociale centrum worden georganiseerd.

Afdeling 5. — De uitgesloten of met uitsluiting bedreigde minderjarige

Art. 30. Wanneer een minderjarige niet opnieuw kan worden ingeschreven in een onderwijsinstelling, overeenkomstig artikelen 82, lid 4 en 90, § 2, lid 5 van het bovenvermelde decreet van 24 juli 1997, dan kan de minister het volgende beschouwen als voldoende aan de verplichtingen betreffende het schoolbezoek :

1. de tenlasteneming, voor een periode die niet langer mag duren dan drie maanden en die één keer kan worden vernieuwd, van de jongere door diensten die bijdragen tot de uitvoering van de individuele beslissingen in het kader van de hulpverleningsprogramma's die worden uitgewerkt door ofwel de adviseur van Hulpverlening aan de Jeugd, ofwel door de Directeur van Hulpverlening aan de Jeugd, ofwel door de Jeugdrechtbank;

2. de tenlasteneming, voor een periode die niet langer mag duren dan drie maanden en die één keer kan worden vernieuwd, van de jongere door een dienst die wordt gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of door een openbare macht bedoeld in artikel 2, 1, die is toegelaten en aangesteld door de Commissie voor Positieve Discriminatie, afhankelijk van het ingediende project.

De gelijkstelling van de tenlasteneming met het schoolbezoek die wordt bedoeld in lid 1 mag in totaal niet langer duren dan één jaar op de totale schooltijd van de minderjarige.

De adviseur van Hulpverlening aan de Jeugd, de Directeur van Hulpverlening aan de Jeugd, de Jeugdrechtbank of de door de Commissie voor Positieve Discriminatie toegelaten dienst verwittigt de minister van de aanvangs- en einddatum van de geplande tenlasteneming.

Art. 31. In het geval van een crisissituatie en op gezamenlijk verzoek van de minderjarige, zijn ouders of de persoon die is bekleed met het ouderlijk gezag, het hoofd van de onderwijsinstelling van de Franse Gemeenschap, de Inrichtende Macht of zijn afgevaardigde voor het gesubsidieerd onderwijs, kan de minister na kennis te hebben genomen van het advies van de Klassenraad en het psycho-medisch-sociaal centrum een leerling die regelmatig ingeschreven blijft in zijn instelling tevens machtigen om ten laste te worden genomen voor een periode die niet langer mag duren dan een maand, door :

1. diensten die bijdragen tot de uitvoering van de individuele beslissingen in het kader van de hulpverleningsprogramma's die worden uitgewerkt door ofwel de adviseur van Hulpverlening aan de Jeugd, ofwel door de Directeur van Hulpverlening aan de Jeugd, ofwel de Jeugdrechtbank;

2. een dienst die is toegelaten en aangesteld door de Commissie voor Positieve Discriminatie en die wordt gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of door een openbare macht bedoeld in artikel 2, 1, c).

De gelijkstelling van de tenlasteneming met het schoolbezoek die wordt bedoeld in lid 1 mag in totaal niet langer duren dan zes maanden op de totale schooltijd van de minderjarige.

De adviseur van Hulpverlening aan de Jeugd, de Directeur van Hulpverlening aan de Jeugd, de Jeugdrechtbank of de door de Commissie voor Positieve Discriminatie toegelaten dienst verwittigen de minister van de aanvangs- en einddatum van de geplande tenlasteneming.

HOOFDSTUK IV. — De preventie van het vroegtijdig verlaten van de school

Art. 32. Ten laatste vanaf de tiende dag ongerechtvaardigde afwezigheid van een leerling roept het instellingshoofd de leerling en, indien hij minderjarig is, zijn ouders of de persoon die bekleed is met het ouderlijke gezag op, door middel van een aangetekend schrijven met ontvangstbewijs, volgens de precieze modaliteiten die zijn vastgelegd door de Regering.

Het instellingshoofd herhaalt de bepalingen betreffende het schoolverzuim ten behoeve van de leerling en, indien hij minderjarig is, van zijn ouders of de persoon die bekleed is met het ouderlijke gezag. Hij stelt hen handelingen voor ter preventie van het schoolverzuim.

Indien de leerling verzuimt zich aan te melden, geeft het instellingshoofd een opvoedend hulppersoneelslid of, in voorkomend geval, een ombudsman die verbonden is aan de instelling of, met de instemming van de directeur van het psycho-medisch-sociale centrum, een personeelslid van dit centrum, de opdracht zich te begeven naar de woonplaats of de verblijfplaats van de leerling. De afgevaardigde van het instellingshoofd stelt een rapport op van het bezoek ter attentie van het instellingshoofd. De Regering kan de modaliteiten voor het bezoek preciseren.

De Regering bepaalt de aard en de duur van het schoolverzuim dat wordt beschouwd als ongerechtvaardigd, de aard en de duur van het schoolverzuim waarvan de rechtvaardiging wordt overgelaten aan het oordeel van instellingshoofd. Het interne regelement van de instelling vermeldt deze bepalingen.

Art. 33. Elk jaar, en ten laatste op 1 december, wordt de lijst met leerlingen die gebonden zijn door de leerplicht en die niet zijn ingeschreven in een onderwijsinstelling en die niet gemachtigd zijn om huisonderwijs te krijgen, doorgegeven aan de adviseur van Hulpverlening aan de Jeugd, volgens de modaliteiten die door de Regering worden vastgelegd.

Het instellingshoofd voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap en de Inrichtende Macht voor het gesubsidieerd onderwijs geven de Regering, volgens de door deze laatste vastgelegde modaliteiten en datums, een overzicht van :

1. de minderjarige leerlingen die worden bedoeld in artikelen 84, lid 1 en 92, lid 1 van het bovenvermelde decreet van 24 juli;
2. de minderjarige of meerderjarige leerlingen die worden bedoeld in artikelen 85, lid 1 en 93, lid 1 van hetzelfde decreet;
3. het schoolverzuim van leerlingen die het voorwerp zijn van een ministeriële uitzondering inzake laattijdige aankomst, op basis van artikel 79, lid 2, van hetzelfde decreet.

HOOFDSTUK V. — *De ombudsdienst in het secundair onderwijs*

Art. 34. Er wordt een ombudsdienst voor het onderwijs gecreëerd die wordt belast met de preventie van geweld en van het vroegtijdig verlaten van de school in de instellingen voor secundair onderwijs, en in de eerste plaats in degene die worden bedoeld in artikel 4.

De ombudsdienst legt zich toe op de bevordering, het behoud of het herstel van het vertrouwensklimaat dat de boventoon moet voeren in de betrekkingen tussen de leerling, zijn ouders of de persoon die is bekleed met het ouderlijk gezag indien hij minderjarig is, en de onderwijsinstelling.

De ombudsdienst staat onder het gezag van de Commissie voor Positieve Discriminatie.

Art. 35. De ombudsdienst is samengesteld uit de ombudsmannen die hiertoe vrijgestelde personeelsleden zijn, overeenkomstig artikel 6 van het bovenvermelde decreet van 24 juni 1996, en de ombudsmannen die zijn aangeworven met een contract.

De ombudsdienst omvat twee coördinatoren. Het zijn personeelsleden die op verlof worden gesteld met een opdracht, overeenkomstig artikel 6 van hetzelfde decreet.

De ombudsmannen en de coördinatoren zijn aangesteld door de Regering.

Eén van de coördinatoren is verantwoordelijk voor de ombudsdienst in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de andere voor de ombudsdienst in het Waalse Gewest.

De ombudsdienst krijgt advies en voorstellen van de Ombudsraad, voorgezeten door de directeur-generaal van het wettelijk verplicht onderwijs en bestaande uit hemzelf, de twee coördinatoren alsook 4 leden die zijn aangesteld door de regering op voorstel van de Algemene Overlegraad voor het Secundair Onderwijs. Hij kan tevens een vertegenwoordiger omvatten van de partijen die worden bedoeld in artikel 2, 1, c), met adviserende stem.

De Regering kan aanvullende modaliteiten vastleggen voor de werking van de ombudsdienst.

Art. 36. In het kader van het in artikel 10 bedoelde budget, wordt een budget van ten minste 30 miljoen frank bestemd voor de betaling van het personeel en de werking van de ombudsdienst.

§ 2. De Regering kan het in § 1 bedoelde bedrag toewijzen aan gecoördineerde plannen met de in artikel 2, 1, c), bedoelde instellingen en organen, teneinde aan de hand van de middelen die door hen worden geïnvesteerd de menselijke of materiële hulpbronnen te verhogen die ter beschikking worden gesteld van de ombudsdienst.

Art. 37. § 1. De ombudsmannen en de coördinatoren staan onder het hiërarchische gezag van de Voorzitter van de Commissie voor Positieve Discriminatie.

De Regering wijst de ombudsmannen toe aan ofwel een geheel van instellingen, ofwel aan een enkele instelling.

Elke toewijzing gebeurt op vraag van de Inrichtende Macht van deze instelling(en). Voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap wordt de aanvraag ingediend door het instellingshoofd.

§ 2. De coördinator controleert of de werkroosters worden nageleefd en of elke ombudsman zich kwijt van zijn taken, met inachtneming van de opdracht die is vastgelegd door artikel 34 en, afhankelijk van het geval, van de werklast van zijn opdracht of de verplichtingen van zijn contract.

§ 3. Wanneer de ombudsman wordt toegewezen aan een enkele instelling, dan deelt de coördinator het instellingshoofd het normale werkrooster mee.

De aanwezigheid en de tussenkomst van de ombudsman is vereist binnen de instelling in het geval van een toegespitte conflictsituatie.

§ 4. De ombudsman ziet erop toe dat hij het vertrouwen dat hij van zijn leerlingen heeft gewonnen, behoudt. In dit opzicht is hij niet verplicht tot onthulling aan het instellingshoofd van feiten waarvan hij acht kennis te hebben genomen onder het zegel der geheimhouding dat aan dit vertrouwen is gebonden. Aan de andere kant moet hij aan de coördinator van wie hij afhangt elk feit kunnen onthullen waarvan hij kennis heeft genomen en dat van invloed kan zijn op de organisatie of de goede werking van een van de instellingen waaraan hij is toegewezen.

De ombudsman tracht alle handelingen, uitspraken en initiatieven te vermijden die de autoriteit van het instellingshoofd kunnen schaden. In voorkomend geval vraagt hij het advies van zijn coördinator en volgt hij de richtlijnen die hij van hem ontvangt.

Art. 38. De coördinatoren en de ombudsmannen die de contacten met de psycho-medisch-sociale centra onderzoeken en ontwikkelen, de adviseurs van Hulpverlening aan de Jeugd, de werknemers van de sector permanente opvoeding en de verschillende diensten van Hulpverlening aan de Jeugd.

Met in achtneming van hun respectieve taken treden de coördinatoren en de ombudsmannen in overleg met de maatschappelijke hulpverleners die door de steden en de gemeenten zijn aangesteld in het kader van de veiligheidscontracten, de contracten met de maatschappij en de acties voor drugspreventie.

Art. 39. De coördinatoren richten jaarlijks een rapport aan de Regering over de resultaten die worden behaald op het vlak van :

1. de preventie van geweld;
2. de strijd tegen het vroegtijdig verlaten van de school en het schoolverzuim;
3. samenwerking met de diensten van Hulpverlening aan de Jeugd.

HOOFDSTUK VI. — *Het schoolbezoek van de minderjarigen die illegaal op het grondgebied verblijven*

Art. 40. De minderjarigen die illegaal op het grondgebied verblijven, voor zover ze hun ouders of de persoon die is bekleed met het ouderlijk gezag vergezellen, worden toegelaten in de onderwijsinstellingen.

De instellingshoofden ontvangen tevens inschrijvingen van niet-vergezeld minderjarigen. In dat geval zien ze erop toe dat de minderjarige de nodige stappen onderneemt voor zijn tenlasteneming door een inrichting, opdat het ouderlijke gezag in zijn voordeel zou worden uitgeoefend.

Art. 41. Op basis van de door haar vastgelegde modaliteiten machtigt de Regering onderwijsinstellingen die de in artikel 40 bedoelde minderjarigen onthalen ertoe deze leerlingen in aanmerking te nemen voor de berekening van het aantal personeelsleden en de subsidies, onder voorbehoud dat ze op het moment van de telling ten minste 4 maanden lang regelmatig de lessen hebben bijgewoond in een onderwijsinstelling.

Art. 42. In

Art. 43. twijfelgevallen beslist de regering :

1. of de leerling wiens leeftijd niet kan worden bewezen door zijn ouders al dan niet als minderjarige wordt beschouwd;
2. of de leerling wordt beschouwd als vergezeld door zijn ouders of de persoon die is bekleed met het ouderlijk gezag
3. of het schoolbezoek van de leerling wordt beschouwd als regelmatig.

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigings- en opheffingsbepalingen*

Art. 44. Artikel 4 van het koninklijk besluit van 15 april 1977 dat de regels en de voorwaarden vastlegt voor de berekening van het aantal betrekkingen in bepaalde functies van het opvoedend hulppersoneel en het administratief personeel van de instellingen voor secundair onderwijs en voor hoger onderwijs, opnieuw ingevoerd door het decreet van 2 april 1996, wordt aangevuld met het volgende lid :

« In de instellingen voor secundair onderwijs waarvoor maatregelen voor positieve discriminatie gelden overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, kunnen de in artikel 3 bedoelde betrekkingen worden gecreëerd of gesubsidieerd in de devolutive volgorde die hier wordt vastgelegd, ten belope van een betrekking per volledige schijf van 80 leerlingen ».

Art. 45. In artikel 28 van het decreet van 4 maart 1991 betreffende de Hulpverlening aan de Jeugd werden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. § 1 wordt aangevuld door de volgende bepaling :

« 21. de voorzitter van de Commissie voor Positieve Discriminatie die werd gecreëerd door het decreet van Y, dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen te geven op sociale emancipatie, met name door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie, of zijn afgevaardigde »;

2. in § 2, lid 2 worden de woorden « § 1, 14, 17, 18, 19 en 20 » vervangen door de woorden « § 1, 14, 17, 18, 19, 20 en 21 ».

Art. 46. Artikel 16 van het decreet van 29 juli 1992 dat betrekking heeft op de organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, wordt opgeheven op de datum waarop het in artikel 4, § 3, lid 2 bedoelde besluit van de Regering van kracht wordt.

Art. 47. In artikel 21, § 1 van hetzelfde decreet worden de woorden « met uitzondering van de instellingen en vestigingen voor secundair onderwijs waarvoor de maatregelen voor positieve discriminatie als zeer prioritair worden beschouwd » ingevoerd na de woorden « in de instellingen die ze organiseert ».

Art. 48. Artikel 10 van het decreet van 27 oktober 1994 dat het overleg organiseert voor het secundair onderwijs wordt opgeheven op de datum waarop het in artikel 4, § 3, lid 2 bedoelde besluit van de Regering van kracht wordt.

Art. 49. Artikel 11 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 50. Artikel 8 van het decreet van 14 maart 1995 betreffende de promotie van het welslagen in de basisscholen wordt opgeheven op de datum waarop het in artikel 4, § 3, lid 2 bedoelde besluit van de Regering van kracht wordt.

Art. 51. Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

TITEL II. — *De positieve discriminatie in het onderwijs voor sociale promotie*HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied, doel en definities*

Art. 52. Deze titel is van toepassing op de onderwijsinstellingen voor sociale promotie die worden bedoeld in artikel 2 van het decreet van 16 april 1991 dat het onderwijs voor sociale promotie organiseert.

Art. 53. Deze titel heeft het doel bepaalde instellingen of vestigingen voor onderwijs voor sociale promotie te onderscheiden die worden georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, hierna genoemd instellingen of vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten, op basis van de hieronder gedefinieerde criteria en :

1. in deze instellingen of vestigingen pedagogische acties te promoten die gericht zijn op de garantie aan alle cursisten van gelijke kansen op professionele en sociale inschakeling overeenkomstig artikel 7, 1 van het bovenvermelde decreet van 16 april 1991;
2. te dien einde, hen aanvullende middelen te verschaffen;
3. de coördinatie te garanderen van de hierboven bedoelde middelen met om het even welke andere hulp die wordt verschaft door om het even welke Belgische openbare macht, de Europese Unie of om het even welk orgaan van openbaar belang of privé-instelling.

Art. 54. Voor de toepassing van deze titel wordt verstaan onder :

1. « positieve discriminatie » : het onderscheid dat wordt gemaakt tussen instellingen of vestigingen voor onderwijs voor sociale promotie dat wordt georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, op basis van maatschappelijke, economische, culturele en pedagogische criteria, met het oog op de toekenning aan een aantal onder

hen van aanvullende middelen ter ondersteuning van de educatieve acties die ze ondernemen om alle cursisten gelijke kansen te garanderen op professionele en sociale inschakeling overeenkomstig artikel 7, 1 van het decreet van 16 april 1991;

2. « instelling » elke vestiging die wordt bedoeld in artikel 2 van het decreet van 16 april 1991;

3. « vestiging » :

a) de zetel van de instelling alsook de gefuseerde instellingen die gevestigd zijn op meer dan tien kilometer van de zetel van de instelling en die reeds bestonden op datum van 31 augustus 1986;

b) de vestigingen die door een ministerieel bericht van vóór 1 juli 1991 gemachtigd zijn, op voorwaarde dat deze instellingen gevestigd zijn op meer dan tien kilometer van de zetel van de instelling en dat de cursussen voor sociale promotie hier elk jaar werden georganiseerd sinds de goedkeuring voor opening werd gegeven;

c) de zetels en vestigingen van na 1 september 1997 gefuseerde instellingen, op voorwaarden dat de cursussen voor sociale promotie in deze instellingen of vestigingen sinds de fusie elk jaar werden georganiseerd;

d) de vestigingen die het voorwerp zijn geweest van een herstructurering die was goedgekeurd door de Regering op grond van artikel 96ter van het bovenvermelde decreet van 16 april 1991, op voorwaarde dat in deze vestigingen elk jaar cursussen voor sociale promotie werden georganiseerd sinds de herstructurering en uitsluitend voor de opleidingen die reeds bestonden ten tijde van de herstructurering en degene die voortvloeiden uit de toepassing van artikel 24, § 4 van de wet van 29 mei 1959, dat een aantal bepalingen van de onderwijswetgeving wijzigt.

e) de vestigingen die zijn ontstaan uit de fusie van een instelling op grond van artikel 101, lid 2, van het bovenvermelde decreet van 16 april 1991.

4. « Hoge Raad » : de Hoge Raad voor het Onderwijs voor Sociale Promotie die wordt bedoeld door artikel 78 van het bovenvermelde decreet van 16 april 1991;

5. « cursist » : elke persoon die is ingeschreven in een opleidingsafdeling of -eenheid van het onderwijs voor sociale promotie;

6. « eenheid voor aanpassings- of remediëringsopleidingen » : een opleidingseenheid gedefinieerd in artikel 13 van het bovenvermelde decreet van 16 april 1991 en dat de cursisten in staat stelt de voorbereidende vaardigheden te verwerven die vereist zijn voor toelating tot een voorbereidende of kwalificerende opleiding;

7. « lesuren-leerlingen » : de lesuren-leerlingen die worden bedoeld in het bovenvermelde artikel 106 van het decreet van 16 april 1991.

HOOFDSTUK II. — *Maatregelen voor positieve discriminatie*

Art. 55. § 1. De Regering legt de lijst vast van de instellingen of vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten, op voorstel van de Hoge Raad overeenkomstig de hieronder beschreven procedure.

§ 2. De Hoge Raad erkent als instellingen of vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten, degene die een door de Regering op advies van de Raad vastgelegd percentage of aantal cursisten onthalen die verblijven in wijken die gekenmerkt worden door een sociaal-economisch niveau dat wordt bedoeld in artikel 4, § 3, lid 3.

Worden niet in aanmerking genomen voor de berekening van het in lid 1 bedoelde percentage of aantal, zijn de cursisten die zijn ingeschreven :

1. ofwel in een opleidingsafdeling of -eenheid die het voorwerp is van de conventies die worden bedoeld in artikelen 114 en 115 van het bovenvermelde decreet van 16 april 1991 en die wordt gefinancierd door de externe partner, ten belope van ten minste 50 %;

2. ofwel in een opleidingsafdeling of -eenheid die geklasseerd is op het niveau van het hoger onderwijs voor sociale promotie.

§ 3. De Hoge Raad kan aan de Regering voorstellen instellingen of vestigingen toe te voegen aan of te verwijderen van de lijst die is opgesteld op grond van § 2 op basis van een motivatie die met name steunt op het percentage van de lesuren-leerlingen die worden georganiseerd in het kader van de acties die worden bedoeld in artikel 58, § 1, of op de mogelijkheid om een aangevat project dat zich over verschillende jaren uitstrekt tot een goed einde te brengen.

§ 4. De lijst van de instellingen of vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten, kan jaarlijks worden herzien. Hij wordt automatisch herzien na de interuniversitaire wetenschappelijke enquête, om de 4 jaar.

Art. 56. De aanvullende middelen die worden toegewezen aan de maatregelen voor positieve discriminatie in het onderwijs voor sociale promotie bestaan uit :

1. menselijke hulpbronnen in de vorm van :

a) toelagen voor aanvullende periodes die het mogelijk maken leerkrachten aan te werven of aan te stellen, met name om het aantal cursisten in de groepen te verminderen;

b) gesubsidieerde contractuelen in samenwerking met andere Gewesten, met name :

— leerkrachten, om de groepen van de cursisten te verkleinen;

— opvoeders;

— maatschappelijk werkers;

c) de organisatie van specifieke opleidingen tijdens de loopbaan voor de leerkrachten;

d) contractuelen in het kader van een programma voor beroepsheroriëntering, in samenwerking met de Gewesten;

— voor lichte renovatiewerken, zoals schilderwerken, timmerwerken, het inrichten van lokalen of de directe omgeving;

— voor bijstand aan het opvoedend hulppersoneel of het onderwijzend personeel;

2. materiële middelen die gericht zijn op de garantie van de aanschaf van didactisch of informaticamateriaal dat onmisbaar is voor de uitvoering van projecten voor positieve discriminatie.

Art. 57. Ten minste 40 miljoen frank wordt toegewezen aan instellingen of vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten. Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast, en voor het eerst in 1999, op basis van de evolutie van de index van de consumptieprijzen die werd gedefinieerd door het koninklijk besluit van 24 december 1993 dat de uitvoering inhoudt van de wet van 6 januari 1989 ter bescherming van de concurrentiekracht van het land, de « gezondheidsindex » genoemd.

Art. 58. Van het in artikel 56 bedoelde budget wordt een bedrag van ten minste 35 miljoen frank bestemd voor projecten die aansluiten bij één van de in artikel 58 gedefinieerde hoofdlijnen. Dit bedrag wordt verdeeld in vier onderscheiden toelagen die respectievelijk bestemd zijn voor het onderwijs van de Franse Gemeenschap, het gesubsidieerd officieel onderwijs, het gesubsidieerd vrij onderwijs van confessionele aard, het gesubsidieerd vrij onderwijs van niet-confessionele aard.

Elke toelage wordt verkregen door het in lid 1 gedefinieerde bedrag te vermenigvuldigen met een breuk waarvan de teller gelijk is aan het aantal lessen-leerlingen van de scholen of vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten en waarop deze toelage betrekking heeft, en de noemer aan het aantal lessen-leerlingen van alle scholen of vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten.

De lessen-leerlingen die in aanmerking worden genomen, zijn degene van het voorlaatste kalenderjaar dat voorafgaat aan het kalenderjaar in de loop waarvan de middelen zullen worden gebruikt.

Art. 59. § 1.

Art. 60. De actieprojecten voor positieve discriminatie ontwikkelen solidaire gedragingen en sluiten aan bij ten minste één van de volgende hoofdlijnen :

1. de invoering van acties die gericht zijn op een betere kennis en/of beheersing van de Franse taal of die de organisatie inhouden van eenheden voor aanpassings- of remediëringseenheden;
2. pedagogische projecten die cursisten en leden van het onderwijzend personeel samenbrengen met het oog op een concrete realisatie in de technische en professionele domeinen van het secundaire niveau;
3. projecten die cursisten en leden van het onderwijzend personeel van het secundaire niveau samenbrengen, en daarbij voorrang geven aan het gebruik van informatie- en multimediacommunicatietechnieken.

§ 2. Voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs geven de directeurs van de instellingen of vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten de in § 1 bedoelde projecten door aan de minister onder wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie valt, die ze onderwerpt aan het advies van de Hoge Raad.

Voor het gesubsidieerd onderwijs geven de Inrichtende Machten de in § 1 bedoelde projecten door aan de representatie- en coördinatieorganen die in artikel 3, 11 worden bedoeld, en die ze onderwerpen aan het advies van de Hoge Raad.

§ 3. De in § 1 bedoelde projecten moeten ten laatste op 15 juni worden doorgegeven aan de Hoge Raad.

§ 4. De Hoge Raad geeft vóór 1 oktober de lijst met de in aanmerking genomen projecten, alsook zijn advies door aan de Regering.

§ 5. De Regering handelt als volgt :

1. indien ze de lijst met de in aanmerking genomen projecten goedkeurt, dan wijst ze de in § 6 bedoelde bedragen toe via afzonderlijke besluiten, voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en voor elk van de representatie- en coördinatieorganen die in artikel 3, 11 worden bedoeld;

2. indien ze de lijst met de in aanmerking genomen projecten niet goedkeurt, dan verzoekt ze de Hoge Raad om hem te wijzigen. Bij ontstentenis wijzigt de Regering de lijst.

§ 6. De budgettaire tussenkomst van de Franse Regering zal niet hoger liggen dan twee miljoen frank per project en per instelling. Dit bedrag wordt jaarlijks aangepast, en voor de eerste keer in 1999, op basis van de evolutie van de index van de consumptieprijzen die werd gedefinieerd door het koninklijk besluit van 24 december 1993 dat de uitvoering inhoudt van de wet van 6 januari 1989 ter bescherming van de concurrentiekracht van het land, de « gezondheidsindex » genoemd.

Art. 61. § 1. Het saldo van het in artikel 56 bedoelde budget, dat niet lager mag liggen dan 5 miljoen frank, wordt bestemd voor de uitvoering van aanvullende projecten ten voordele van instellingen of vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten, en die betrekking hebben op de aanwerving van niet-onderwijzend personeel met een arbeidscontract in het kader van een programma van beroepsheroriëntering :

— voor lichte renovatiewerken, zoals schilderwerken, timmerwerken, het inrichten van lokalen of de directe omgeving;

— voor bijstand aan het opvoedend hulppersoneel of het onderwijzend personeel;

§ 2. Het in § 1 bedoelde bedrag wordt verdeeld over het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs en de representatie- en coördinatieorganen die worden bedoeld in artikel 3, 11 overeenkomstig artikel 57, lid 2.

§ 3. De projecten die worden bedoeld in § 2 worden overgedragen aan de Hoge Raad volgens de volgende modaliteiten :

Voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs geven de directeurs van de instellingen of vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten de in § 1 bedoelde projecten door aan de minister onder wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie valt, en die ze onderwerpt aan het advies van de Hoge Raad.

Voor het gesubsidieerd onderwijs geven de Inrichtende Machten de in § 1 bedoelde projecten door aan de representatie- en coördinatieorganen die in artikel 3, 11 worden bedoeld, en die ze onderwerpen aan het advies van de Hoge Raad.

De in § 1 bedoelde projecten moeten ten laatste op 15 juni worden doorgegeven aan de Hoge Raad.

§ 4. De Hoge Raad geeft vóór 1 oktober de lijst met de in aanmerking genomen projecten, alsook zijn advies door aan de Regering.

§ 5. De Regering handelt als volgt :

1. indien ze de lijst met de in aanmerking genomen projecten goedkeurt, dan belast ze de directeur-generaal van het niet-verplicht onderwijs met het opstellen van de besluiten voor subsidies en toekenning van kredieten;

2. indien ze de lijst met de in aanmerking genomen projecten niet goedkeurt, dan verzoekt ze de Hoge Raad om hem te wijzigen. Bij ontstentenis wijzigt de Rde lijst.

Art. 62. De Commissie voor Positieve Discriminatie die in artikel 6 wordt bedoeld, beoordeelt jaarlijks de tenuitvoerlegging van het positieve-discriminatiebeleid dat wordt gevoerd op grond van deze titel, met inbegrip van de complementariteit ten aanzien van andere acties die voortvloeien uit analoge doelstellingen.

Bij uitvoering van de in lid 1 bepaalde beoordeling verbindt de Commissie voor Positieve Discriminatie, met beslissende stem, vier leden van de Hoge Raad aan haar werkzaamheden.

Art. 63. Geen enkele definitieve benoeming of aanwerving kan worden uitgevoerd in de betrekkingen die worden gecreëerd in het kader van artikel 55, 1, a).

Art. 64. Zonder afbreuk aan de bijzondere bepalingen verwijzen de termijnaanduidingen naar het kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de aanvullende middelen worden gebruikt.

Art. 65. In afwijking van artikel 12, § 4 van de bovenvermelde wet van 29 mei 1959 kan in geen geval rechtstreeks of onrechtstreeks collegegeld worden geïnd in het kader van de toepassing van de maatregelen voor positieve discriminatie die in deze titel worden bedoeld.

TITEL III. — Overgangsbepalingen

Art. 66. Zolang het in artikel 4, § 3, lid 2 bedoelde besluit niet werd genomen, worden de volgende instellingen beschouwd als in aanmerking komend voor positieve discriminatie, en genieten ze als zodanig aanvullende middelen die worden toegekend aan de instellingen en de vestigingen die worden bedoeld in artikel 4 :

1. in het basisonderwijs : de gewone basis-, lagere en kleuterscholen die worden erkend als prioritair overeenkomstig artikel 8, § 2 van het decreet van 14 maart 1995 met betrekking tot de promotie van het welslagen in de basisscholen; in het geval een school niet wordt erkend als prioritair, maar een of meer van haar vestigingen dit wel zijn, dan zal de berekening gebeuren naar evenredigheid van het aantal leerlingen van deze vestiging(en);

2. in het secundair onderwijs : de instellingen die zijn bepaald op grond van artikel 10, lid 1 van het decreet van 27 oktober dat het overleg voor het secundair onderwijs organiseert; in het geval een instelling niet wordt erkend als prioritair, maar een of meer van haar vestigingen dit wel zijn, dan zal de berekening gebeuren naar evenredigheid van het aantal leerlingen van deze vestiging(en);

3. op beide niveaus : de scholen, instellingen en vestigingen die zijn goedgekeurd in het kader van het programma van de zones voor prioritair onderwijs.

De uiterste datum van inwerkingtreding van het in artikel 4, § 3, lid 2 bedoelde besluit is vastgelegd op 1 september 1999.

Art. 67. In het onderwijs voor sociale promotie, zolang het in artikel 4, § 3, lid 3 bedoelde besluit niet in werking is getreden :

1. wordt het in artikel 56 bedoelde bedrag verdeeld over het onderwijs van de Franse Gemeenschap en de representatie- en coördinatieorganen die worden bedoeld in artikel 3, 11 :

a) voor 50 % rekening houdend met de toewijzingen van lesuren;

b) voor 50 % rekening houdend met de acties die medegefinancierd worden door het Europees Sociaal Fonds tijdens het voorlaatste kalenderjaar dat voorafgaat aan het kalenderjaar in de loop waarvan de middelen zullen worden gebruikt;

2. worden beschouwd als instellingen of vestigingen die maatregelen voor positieve discriminatie genieten, die instellingen of vestigingen die een percentage of een aantal werkzoekenden tellen dat hoger ligt dan het door de Regering op voorstel van de Hoge Raad vastgelegde percentage of aantal.

Worden niet in aanmerking genomen bij de berekening van het in lid 1, 2 bedoelde percentage of aantal, zijn de cursisten die zijn ingeschreven :

1. ofwel in een opleidingsafdeling of -eenheid die het voorwerp is van de conventies die worden bedoeld in artikelen 114 en 115 van het bovenvermelde decreet van 16 april 1991 en die wordt gefinancierd door de externe partner, ten belope van ten minste 50 %;

2. ofwel in een opleidingsafdeling of -eenheid die geklasseerd is op het niveau van het hoger onderwijs voor sociale promotie.

Art. 68. Voor het jaar 1989 worden de in artikelen 56, 57 en 59 bedoelde bedragen vermenigvuldigd met een coëfficiënt met waarde 0,3.

Art. 69. Het decreet treedt in werking op 1 september 1998.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 30 juni 1998.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn
en de Gezondheidspromotie,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,

W. ANCIEN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,

Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Nota

(1) Zitting 1997-1998

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 235-1. — Commissie-amendementen, nrs. 235-2 tot 28. — Verslag, nr. 235-29. — Vergaderingsamendementen, nrs. 235-30 en 31.

Integraal verslag — Bespreking en aanneming. Vergadering van 23 juni 1998.